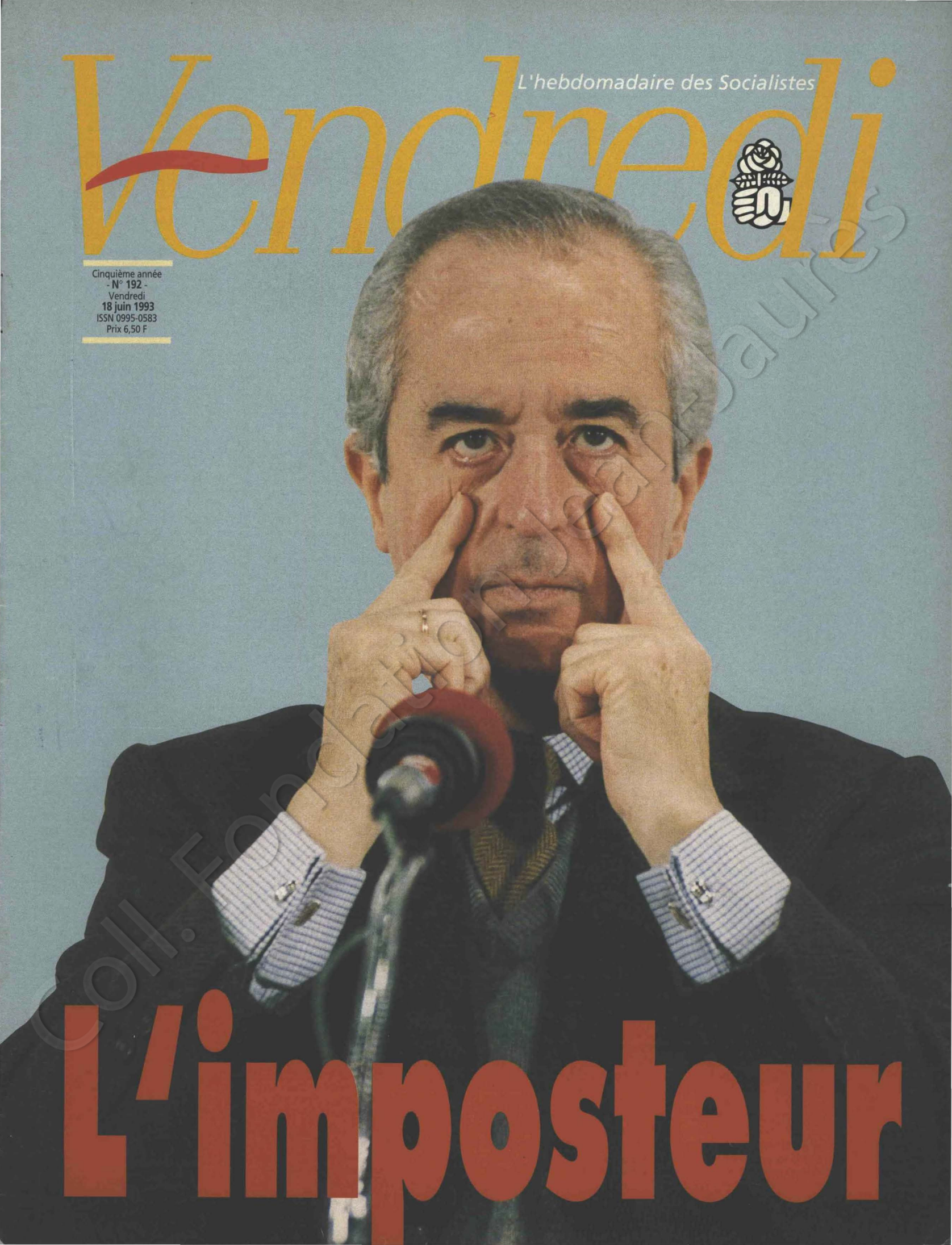
Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Cinquième année
- N° 192 -
Vendredi
18 juin 1993
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



L'imposteur

Coll. Fondation Jean Jaurès

Votre courrier

MODERNISATION

Parti populaire de masse ou comité électoral de supporters ?
La tradition du Parti, héritée de la SFIO, est plutôt de type électoraliste avec un aspect plus populaire dans les grandes fédérations d'origine ouvrière comme le Nord, le Pas-de-Calais, les Bouches-du-Rhône, avec un tissu associatif et mutualiste important. Hélas, aujourd'hui, il ne reste plus que le clientélisme.
Devons-nous évoluer vers un parti constitué d'un noyau d'élus entouré de sympathisants n'agissant que pour les campagnes électorales afin de faire élire le poulain local ou national ? Nous sommes déjà sur cette pente.
Il semble que les comités électoraux -privés du soutien populaire parce que coupés des masses- n'ont pas recueilli les suffrages des dites masses populaires. Cette évolution, figurant dans certaines propositions, ne peut conduire qu'au dépérissement du PS, à sa transformation en une sorte d'UDF de centre-gauche et même, à long terme, au rassemblement, au ralliement à la dite UDF. La vie politique française, l'exercice du pouvoir, se partageraient entre un parti républicain jacobin, comme le RPR, et un parti démocrate. Avec 50% d'abstentions aux élections, comme aux Etats-Unis.
L'organisation d'un parti de rassemblement du peuple de gauche doit s'appuyer sur une base idéologique sociale de masse pour :
• réussir la conquête du pouvoir sur des objectifs clairement identifiés ;
• conserver le pouvoir par la mise en œuvre de ces objectifs, c'est-à-dire d'un programme de réformes sociales.
Le Parti doit reposer sur l'existence militante de son organisation populaire de masse, structurée fortement, combattante : à la fois à l'écoute de l'opinion et à l'avant-garde pour diffuser, expliquer, la politique du Parti (et du gouvernement, quand il est au pouvoir). Cette conception d'un parti militant s'appuie sur un vaste réseau d'associations-relais : jeunes, femmes, syndicats, parents d'élèves, locataires, paysannerie, artisanat, commerce, armée, sport, quartiers, écologie, familles, handicapés, etc., sans porter atteinte à l'indépendance de ces mouvements.
Cela nécessite des sections plus proches des populations de son secteur d'influence géographique, quartiers, communes, ou professionnel : entreprises, administrations. Soit des sections plus rassemblées et structurées autant pour la réflexion que pour l'action.
Cela nécessite une formation idéologique des militants à tous les niveaux d'organisation, section, fédération, comité directeur, avec un effort particulier en direction des plus défavorisés culturellement afin que tous puissent prétendre à l'exercice des postes dirigeants, indépendamment des ambitions carriéristes...
Le Parti ne peut néanmoins représenter, à lui seul, toute la nation, toutes les couches sociales, sans voir se dissoudre sa volonté politique de transformation sociale. Cependant, pour vaincre la droite, il doit s'allier, se rassembler avec d'autres partis, clubs, mouvements, sympathisants, que ce soit sous forme de fédération de la gauche ou de confédération, représentant une force synonyme d'espoir parce que potentielle d'un rapport de forces essentiel à la prise du pouvoir et à son exercice. La gauche a toujours vaincu et ne peut vaincre que rassemblée.
On peut et on doit moderniser le Parti dans ses structures, ses moyens d'expression, de relations, de communication. On ne doit pas, sous prétexte de modernisation, en faire une chose vague et sans signification militante pour le peuple de gauche. Celui-ci ne pourrait pas se reconnaître, s'identifier à un mouvement électoraliste socialo-centriste.

ALAIN GRAUX
Lantenay (21).

MONDIALISATION

Peut-on s'opposer aux dégâts du libéralisme ?
Tout d'abord, il faut s'interroger sur la nature de ce système économique. Il s'appuie sur des traits profonds de la nature humaine : la loi du plus fort, le chacun-pour-soi, l'individualisme. Il se développe naturellement là où n'existe pas une volonté et une action politique collective de ceux, les plus nombreux, qui pâtissent des injustices sociales qu'il secrète. L'exemple du développement rapide d'un libéralisme sauvage sur les ruines du système communiste en est la plus récente démonstration.
Il est bien sûr défendu par ceux qui en profitent, véritables apprentis sorciers car ils ne sont pas toujours à l'abri de ses excès.
On peut faire régresser le libéralisme, mais il est toujours prêt à renaître de ses cendres.
Dans les décennies d'après guerre, dans les pays développés, dans des économies encore nationales, avec des modes de production en évolution lente faisant appel massivement au travail humain, la montée en puissance des forces sociales du salariat a donné naissance à un compromis qui, sans briser les forces du libéralisme, en a limité les effets et permis l'augmentation globale du niveau de vie et le développement de la protection sociale. Encore faut-il nuancer le propos en rappelant que ces avancées ont été obtenues sur fond d'exploitation du tiers monde (prix des matières premières) et d'importation de main-d'œuvre immigrée sous-payée.
Dans les vingt dernières années, le développement rapide des technologies et des moyens de communications, l'internationalisation des échanges, ont redonné un essor au libéralisme. Automatisation et délocalisation de la production ont, nous l'avons vu, entraîné la montée rapide du chômage, ferment de désagrégation de la société et d'affaiblissement des forces sociales.
Quelle issue ?
Il faut être bien conscient que la seule vraie issue pour mettre un terme aux méfaits du libéralisme ne peut que se situer au plan international. Tant qu'il y aura des pays où les travailleurs seront sous-payés et sans protection sociale, nos économies, et, donc, nos modes de société seront menacés.
Bien sûr, nous pouvons essayer de nous protéger derrière des barrières douanières et, dans notre sphère protégée, nous efforcer de régler par le partage du travail, la montée du chômage induite par l'automatisation. Nous y serons sans doute forcés si nous ne voulons pas voir régresser considérablement notre niveau de vie et les acquis sociaux. Encore faudra-t-il une prise de conscience et une volonté collective à la seule échelle plausible d'intervention, l'Europe.
Mais, à terme, notre seule issue, c'est l'amélioration du niveau de vie et de la protection sociale sur l'ensemble de la planète. Avec, probablement, une révision du contenu de ce que nous appelons amélioration du niveau de vie car, nous le savons maintenant, notre planète est petite, ses richesses naturelles limitées, et notre mode de consommation est trop destructeur pour être généralisé. Il nous faudra donc en changer.

BERNARD METAIS
Meudon (92).

DISSOCIATION

Et si nous envisagions de dissocier revenu et travail, revenu et emploi ? C'est une idée qui commence à percer dans nos réflexions.
Notre société affirme le droit au travail. Le droit au logement. Le droit à la dignité. Tous droits pour lesquels, hélas, elle ne s'est pas donné les moyens de satisfaire.
Et si les socialistes affirmaient, proclamaient, le droit au revenu, lié au droit à la vie ?
Cela signifierait que, dès sa naissance, tout individu se verrait attribuer un revenu : revenu à l'enfant, puis à l'adolescent, puis à l'adulte, enfin au vieillard.
Avec la suppression des primes à la naissance, des allocations familiales, des bourses d'étude, des allocations chômage, des allocations accident ou maladie, des allocations handicapés, du fonds de solidarité, des pensions de retraite, et j'en oublie, probablement. Fini, le drame du chômage, des retraites dérisoires, de la dérive sociale, de la misère.
Mais, et le travail, dans ce cas, le travail émancipateur, libérateur ? Gagner son pain à la sueur de son front ?
Il est évident que le travail ne disparaîtrait pas, que les travailleurs seraient pris dans la population. Qu'il faudrait établir de nouvelles relations entre travail et rénumération, entre travail et besoins des entreprises.
A nous, au sein du PS, de lancer la réflexion, de provoquer le débat, d'envisager toutes les hypothèses, de proposer des solutions.
En constatant, dès le départ, que les relations entreprises-travailleurs seraient fondamentalement transformées, sinon inversées. L'homme, ayant un revenu acquis, ne serait plus un mendiant de travail, prêt à tous les sacrifices, à toutes les humiliations, à la prostitution économique.
Ce serait à l'entreprise de le solliciter, de le convaincre, en lui apportant un plus tangible, négociable, que l'individu accepterait (en fonction de l'intérêt du travail, du revenu supplémentaire qu'il lui apporterait) ou refuserait s'il considérait que l'effort ne vaut pas la chandelle.

JEAN-PAUL DELAS
Faullet (47).

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56... (précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Jack Queyranne
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Thierry Mandon, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedei (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
F. Florin / AFP (couv.) ; Keystone (p.7) ; D.R. (pp.17 et 22) ; F. Dean / Sygma (p.18) ; P. Piel / Gamma (p.19) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 141.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE INTERIEURE

4 Balladur : le masque de l'imposteur
5 • L'opposition monte au créneau
• Editorial : Michel Rocard
6 • PC : l'immobilisme au pouvoir
• Belfort : la fédération redémarre
7 Salir Jean Moulin, c'est salir la Résistance

POLITIQUE ET SOCIETE

8 Blocage de l'Unedic : c'est la faute aux chômeurs ?

9 à 17 ETATS GENERAUX
De la discussion jaillit la lumière
9 Le militantisme, relais indispensable entre société et parti
12 Du côté de Limoges, à la recherche d'une synthèse créatrice
13 Jean-François Troglic : c'est le compromis qui permet d'avancer
14 • Rencontres communistes hebdomadaires : remobiliser et recomposer
• Jean-Pierre Bultez : la voie associative est un vecteur de projet social
16 Michel Rocard à Orthez : "Pour le pays, nous avons travaillé positivement."



▲ *Balladur : le masque de l'imposteur. (p. 4).*



▶ *Communauté européenne (p. 18).*

▼ *Le militantisme... (p. 9).*



POLITIQUE INTERNATIONALE

18 Communauté européenne : le temps de la relance ?
19 • Cambodge : pour l'amour d'un prince
• Allemagne : les perspectives au SPD
20 Erythrée : l'indépendance... et après ?

CULTURE

21 • Tout doux, tout beau, Toubon coupe tout
• Fêtes de la musique
• A tort et à raison
22 • Post-scriptum
• Cinéma : "Chute libre"

INVITE

23 Jacques Robin

Claude Estier

10 Juin

Encore quelques mots sur l'Algérie pour compléter mes notes de la semaine dernière. J'ai dit que la population algérienne s'intéressait beaucoup moins au débat institutionnel qu'à l'amélioration des conditions de sa vie quotidienne, ce qui place en priorité les questions de l'emploi, du logement, de l'approvisionnement en alimentation et en médicaments, etc.
Le premier ministre, Belaïd Abdesselam, l'a bien compris, mais il décrit avec une grande franchise les obstacles rencontrés, notamment les pesanteurs bureaucratiques qui freinent la rationalisation des procédures (par exemple, en matière de construction) et la modification des modes de gestion. Sans parler du poids de la dette dans les trois prochaines années. D'où la nécessité de disposer d'un temps suffisant pour parvenir à des résultats concrets. "Il faut, dit-il, mettre les élections de côté pour un moment, ne pas s'enfermer dans des délais." Encore plus précis, il estime que cinq ans sont nécessaires pour que l'Etat, si décrié aujourd'hui, commence à "redonner de l'espoir aux gens". D'où sa réserve évidente à l'égard du calendrier envisagé par le Haut Comité d'Etat qui prévoit un référendum avant la fin de cette année. "Ma crainte, dit Abdesselam, c'est qu'on n'aboutisse pas au résultat attendu et que le pouvoir s'affaiblisse encore au lieu de se renforcer." Il y a là un débat interne dont l'issue n'est pas neutre et qui accroît encore la perplexité que je ressens au retour de ce séjour à Alger.

13 Juin

En voyage dans le Nord, Edouard Balladur a annoncé un "souffle nouveau" pour le mois de septembre. A en croire les comptes rendus, ses auditeurs sont restés sceptiques, ce qui se conçoit, d'autant qu'au même moment les experts du gouvernement prévoient une baisse de 0,8% de la production nationale en 1993, chiffre qui pourrait être dépassé si la consommation des ménages continue à stagner. Or, on voit mal, dans les mesures prises ou annoncées, ce qui pourrait modifier la situation sur ce plan. Ni la ponction sur le pouvoir d'achat que va représenter à partir du mois prochain l'augmentation de la CSG, ni les appâts fiscaux dont sera assorti le futur emprunt de 40 milliards ne sont de nature à relancer la consommation.
On ne trouve pas davantage de "souffle nouveau" dans les projets de loi pour lesquels le ministre de l'Economie a ferraillé pendant le week-end, qu'il s'agisse de l'autonomie de la Banque de France votée par l'Assemblée nationale (avec la défection de cinquante députés de la majorité) ou des privatisations auquelles la gauche socialiste et communiste a opposé au Sénat une forte résistance en soulignant le danger de voir quelques-uns des plus beaux fleurons de notre industrie tomber, malgré les précautions envisagées, entre les mains d'investisseurs étrangers.
Même dans les milieux les plus favorables à la droite, on s'interroge sur le bien-fondé des priorités choisies par Edouard Balladur. D'où le décalage entre la relative popularité que celui-ci conserve dans les sondages et le scepticisme permanent des décideurs, que le premier ministre exhorte quotidiennement à le suivre. En fait de "souffle nouveau" on en est plutôt, pour l'instant, à un encéphalogramme plat !

14 Juin

Engrenage meurtrier en Somalie (il y a six mois, on parlait de "rendre l'espoir" !), impuissance tragique en Bosnie, imbroglio politique au Cambodge, il est clair que l'ONU traverse une mauvaise passe. Je ne suis pourtant pas de ceux qui vouent le "machin" aux gémonies. Le fonctionnement et la stratégie des Nations Unies sont, certes, hautement critiquables mais qu'on veuille bien songer à ce que serait le monde d'aujourd'hui sans l'existence d'une instance internationale d'arbitrage. Plutôt que d'en faire un bouc émissaire, il est urgent d'agir pour la renforcer.

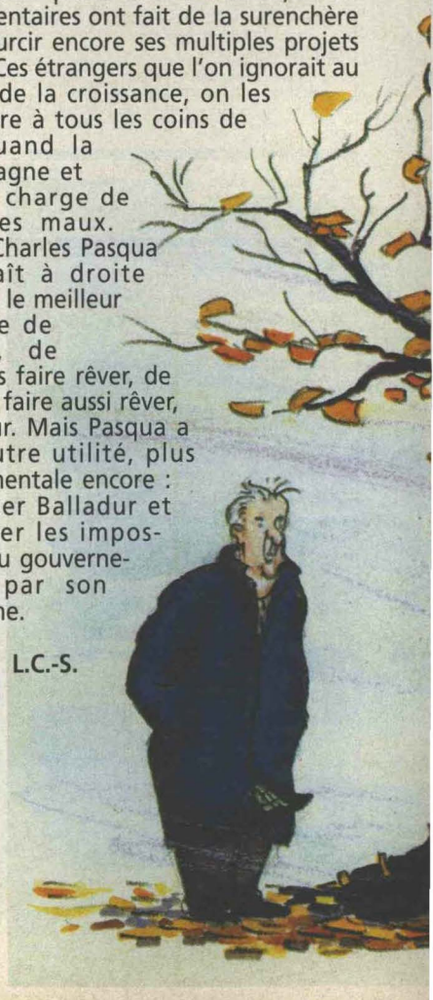
BALLADUR

le masque de l'imposteur

Le gouvernement cumule les erreurs et accumule les contradictions entre promesses d'hier et politiques actuelles. Le premier ministre se faisait passer pour la dernière chance de la France. Il désespère ses amis eux-mêmes.

Décidément, les semaines qui s'ajoutent aux semaines n'améliorent en rien la situation du gouvernement Balladur et la perception de sa politique par les Français. L'ampleur de son succès, il y a plus de deux mois, a rendu plus impatients encore ceux qui avaient choisi de parier sur la droite pour améliorer la situation de la France et leur avenir personnel. Sa majorité, la plus forte sous la Ve République, fragilise le soutien qu'il est en droit d'attendre. Et elle ne comprend pas pourquoi il ne suffit pas de demander pour être exaucée.
Aujourd'hui, si les sondages n'enregistrent pas encore de sensibles pertes de confiance, l'état de grâce est bel et bien terminé pour Edouard Balladur. Pire, Paris bruisse déjà d'un changement de politique économique, voire d'un revirement total dans les relations franc-mark à l'automne. Jour après jour arrivent les démentis des promesses faites pendant la campagne. Difficile période pour celui qui plastronna tout l'hiver du haut de sa popularité pendant que les commentateurs bâtissaient un peu hâtivement sa statue de réformateur, de théoricien de la cohabitation et d'homme d'Etat...
Ainsi, sur certains dossiers, contrairement à ce qui avait été prévu il y a quelques mois, le gouvernement met ses pas dans ceux de la gauche. Outre les délocalisations, c'est le cas de la CSG, de la restructuration des armées, de la politique de la ville (exception faite, bien sûr, de l'intégration et des problèmes d'accueil des immigrés) ou, encore, en politique internationale. Après avoir beaucoup attaqué la politique de la gauche, la droite gouvernementale se contredit avec aplomb sans, bien sûr, reconnaître honnêtement qu'elle s'était trompée.
"C'est une bêtise", affirmait Jacques Toubon, une absurdité et une initiative stupide", tonnait Jacques Chirac contre le départ de l'ENA pour Strasbourg, c'était en 1991... Nicolas Sarkozy osait : "Si l'on veut la paix en Europe, il ne faut pas hésiter à intervenir militairement en Serbie." Edouard Balladur lui-même ajoutait : "Nos soldats sont faits pour faire la guerre, non pour jouer les sœurs de charité", c'était le 10 janvier 1993. Les parlementaires de droite ont de quoi entendre grincer leurs dents et envisager les surenchères. D'autant que la véritable imposture de Balladur est celle de la politique économique. Les patrons l'attendaient comme l'un des leurs, l'homme des noyaux durs, l'ami des grands banquiers et des PDG ne pouvait qu'être avec eux. Or, sa politique, depuis deux mois, les désespère. Les experts prédisent que la situation s'aggrave davantage encore que ne l'avait prévu Matignon. Le gouvernement diagnostique une crise de l'offre alors que les patrons expliquent la situation par un blocage de la consommation et rejettent tous les plans qui entament un peu plus le pouvoir d'achat. Les mesures Balladur produiront-elles leurs effets à la rentrée ? Les syndicats dénoncent la régression, les patrons refusent d'y croire. Que peut faire le premier ministre dont on louait le savoir persuader et le sens de la diplomatie ?
Quand Balladur décide pour son premier voyage officiel de se rendre dans le Nord-Pas-de-Calais, c'est pour répondre à la colère des responsables de droite de cette région qui ont ouvertement regretté qu'aucun ministre n'en soit originaire. Vendredi 11 juin, il a donc parcouru les terres en question en prenant un soin tatillon -et peu républicain- à arriver et à partir depuis des collectivités locales tenues par ses amis RPR. De quoi calmer leur amertume. Mais voilà, Balladur se voyait faire une visite de premier ministre. Or, ses amis n'ont pas vu de premier ministre. Ils n'ont entendu personne prévoir l'avenir des habitants, envisager comment les aider, ou remonter le moral des troupes... Que leur a dit l'hôte de Matignon dans cette chaude journée de printemps ? Il leur a parlé avec son pessimisme coutumier et promis... "un souffle nouveau en septembre". Rien de moins, rien de plus. D'où une colère et une déception bruyante du maire de Valenciennes comme de nombreux responsables économiques. "Pourquoi une conférence de presse ? Je n'ai rien à dire", a répondu Balladur à l'un de ses hôtes.
Plus la récession s'aggrave, plus le pessimisme gagne les responsables économiques, plus les habitants s'inquiètent, plus Pasqua, lui, a à dire et plastronne. Il n'a pas eu à forcer son talent pour plaire à ses électeurs, et les parlementaires ont fait de la surenchère pour durcir encore ses multiples projets de loi. Ces étrangers que l'on ignorait au temps de la croissance, on les découvre à tous les coins de rue quand la crise gagne et on les charge de tous les maux. Ainsi, Charles Pasqua apparaît à droite comme le meilleur homme de droite, de quoi les faire rêver, de quoi le faire aussi rêver, bien sûr. Mais Pasqua a une autre utilité, plus fondamentale encore : protéger Balladur et masquer les impostures du gouvernement par son activisme.

L.C.-S.



L'EDUCATION EN DANGER

Le gouvernement a décidé de mettre à l'ordre du jour du Parlement deux propositions de loi sur l'éducation, l'une pour autoriser les établissements d'enseignement supérieur à déroger à la loi Savary de 1984, l'autre pour supprimer la loi Falloux de 1850, afin de permettre aux collectivités locales le financement sans restriction des investissements immobiliers de l'enseignement privé.
La paix scolaire demande l'équité et le respect de la laïcité. Le service public de l'Education nationale a pour mission d'assurer l'égalité des chances pour tous les jeunes.
Il doit être prioritairement aidé et défendu.
Or, c'est le contraire que prépare le gouvernement.
La droite a ainsi choisi de faire de la décentralisation inégalitaire de l'éducation son cheval de bataille faute de vouloir traiter les vrais problèmes structurels de l'éducation dans notre pays. Le Parti socialiste ne peut l'accepter.
Il combattra la suppression de la loi Falloux et la remise en cause de la loi Savary sur l'enseignement supérieur. Le Parti socialiste mènera avec vigueur le débat devant l'opinion.
Il ne laissera pas la droite opérer, comme sur l'immigration, une diversion idéologique par rapport à ses propres insuffisances et à ses propres divisions.

(Extraits du communiqué du bureau exécutif du 16 juin 1993)

DEBATS AU PARLEMENT, MANIF DU 19...

l'opposition monte au créneau

Après l'accord sur les oléagineux, le dispositif sécuritaire de Pasqua permet à la gauche de retrouver du tonus. Mais les socialistes devront également clarifier leurs positions pour s'ériger en force d'opposition puissante.

L'opposition reprend progressivement des couleurs. A l'issue de sa défaite électorale, il était normal que la gauche s'astreigne à une cure de silence. Quand et comment reprendre la parole ? Telle était la question posée aux socialistes, à la fois soucieux de jouer leur rôle d'opposants mais aussi d'assimiler leur culture de gouvernement. Dans une période où le PS est en pleine préparation des Etats généraux et à la recherche d'un nouveau projet, il s'avère bien difficile de trouver le ton juste. Les débats internes sur les lois Pasqua l'ont prouvé. Finalement, le PS, aux côtés des organisations de gauche et de défense des droits de l'homme et de lutte contre le racisme, participera à la manifestation du 19 juin contre l'arsenal législatif du gouvernement qui vise à faire des immigrés les boucs émissaires de toutes les difficultés de la société française. Au Parlement, socialistes et communistes ont fait bloc contre le dispositif Pasqua, montrant que, si l'opposition était diminuée arithmétiquement, elle n'en perdait pas moins sa combativité sur des sujets touchant étroitement à ses valeurs et à son identité.

Au Sénat, Claude Estier a annoncé que le groupe socialiste voterait contre le texte sur le Code de la nationalité et déposerait un recours devant le Conseil constitutionnel. Pour lui, ce projet de loi est "placé sous le sceau de la suspicion et de la discrimination."

A l'Assemblée nationale, lors de l'examen du projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, Martin Malvy, président du groupe socialiste, s'est montré sans ambiguïté : "Ce projet de loi est dangereux, car il inscrit dans notre droit des textes qui confortent la tendance à la xénophobie. Le gouvernement, qui enregistre de mauvais résultats dans d'autres domaines, met l'accent sur cela pour détourner l'attention de l'opinion. Nous ne sommes pas en train d'examiner les vrais problèmes mais d'écrire un droit sécuritaire, dangereux pour les excès auxquels il aboutira, sans résoudre pour autant les problèmes." Jean Glavany a soulevé l'exception d'irrecevabilité. Quant au PC, il a posé la question préalable. Bref, depuis l'accord sur les oléagineux, l'opposition a retrouvé un peu de tonus. Elle est servie par un gouvernement qui cafouille lamentablement dans sa politique économique et s'arc-boute sur des mesures sécuritaires démagogiques. Mais, pour que les socialistes retrouvent un crédit et redeviennent une force d'opposition puissante et durable, ils ne devront pas se contenter de miser sur les faiblesses ou les erreurs de la droite. Ils devront clarifier leurs positions sur un certain nombre de thèmes sensibles comme l'immigration, le travail, la redistribution, afin d'avoir une ligne politique lisible et de bâtir un projet.

Le temps presse...

J.-P.B.



"Un vent nouveau soufflera en septembre", E. Balladur, 11/06/1993.

Un drame, une honte

Certes, il y a, dans notre actualité intérieure, bien des sujets importants et dignes d'attention. Pour autant, je ne me sens pas le droit de rester silencieux sur ce qui est, pour la Bosnie, un drame, et, pour nous, une honte.

C'est la France qui, le 4 juin dernier, a fait adopter aux Nations Unies la résolution 836 qui donne mandat aux Casques bleus de protéger "par tous les moyens nécessaires" les six zones de sécurité musulmanes. Il y faudrait 7.000 hommes supplémentaires. Mais ce même gouvernement, par les refus qu'il oppose, rend inapplicable la résolution qu'il a fait voter. Que vaut donc, alors, la parole de la France ?

Je pourrais comprendre qu'on ne veuille pas s'engager dans une guerre de reconquête. Mais il ne s'agit pas de cela ici. Et je ne peux comprendre qu'on refuse de simplement faire appliquer l'accord pourtant minimal que nous avons provoqué.

Sinon, ayons au moins le courage de reconnaître notre impuissance et le manquement à la parole donnée, et levons l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie. Mais on ne peut pas à la fois refuser d'intervenir et refuser aux agressés la possibilité de se défendre. Des femmes, des enfants, meurent, que nous laissons mourir et auxquels nous ne laissons même pas l'usage de la légitime défense. Si Goradze devait tomber, le gouvernement de la France en porterait une part importante de responsabilité. Devant l'histoire. Devant les hommes.

M. Rocard

CONTRE LES PROJETS PASQUA

Contre les descriminations, les exclusions et le racisme

MANIFESTATION SAMEDI 19 JUIN

à 15 heures de la Bastille à la Nation.

BREF... EN BREF... EN

■ Pas eu de surprise lors du second tour des vingt élections cantonales le 13 juin. La participation est demeurée très faible. Mais le PS a conquis un siège détenu par l'UDF dans le canton de Montélimar II grâce à la victoire d'Alain Fort. A noter également, dans le Doubs, l'excellent résultat du socialiste Jean-Marie Bart qui succède à Jean-Pierre Maillard-Salin, malgré la présence de trois autres candidats de gauche et d'un écologiste au premier tour. Il a obtenu 59,80% des voix face au candidat de la droite Pierre Pracht (40,19%). Ce scrutin est un cinglant échec pour Jean-Pierre Chevènement qui n'avait pas ménagé ses efforts pour soutenir le représentant du Mouvement des citoyens, Jean-Louis Desroches, qui a réalisé le piètre score de 14,66% au premier tour. Comme quoi, le PS n'est pas aussi exsangue que le prétend le député-maire de Belfort...

■ Ils ne sont plus que 5 sur les 18 dispensaires existants dans la capitale en 1986, après la décision de la mairie de Paris d'en fermer trois de plus début juillet. Sans se soucier des contradictions. C'est après les déclarations de Philippe Douste-Blazy sur les dangers du retour de la tuberculose, que ces trois établissements qui prenaient en charge gratuitement les personnes affectées de maladies pulmonaires disparaissent. L'Ile-de-France compte 43% des 8.500 cas de tuberculose déclarés dont 13% de malades atteints du sida.

■ Le clivage droite-gauche passe aussi aujourd'hui par la façon dont on aborde les grands bouleversements de la société, au premier rang desquels se place le sida. La façon d'appréhender l'épidémie est un révélateur du degré de solidarité de notre démocratie. Parce qu'il serait grave que les Etats généraux fassent l'impasse sur cette question centrale, un questionnaire est disponible au secteur affaires sociales et dans les fédérations. A méditer et à débattre.

■ De Ronald Reagan à Bill Clinton : les USA à la recherche d'un second "new deal" ? En 1990 paraissait, aux Etats-Unis, "Made in America", étude analysant les raisons du recul de l'industrie américaine face aux attaques de l'industrie japonaise. De ce livre-manifeste allaient émerger les idées de base de la campagne de Clinton pour préparer un "nouveau cours". Ces idées ont théoriquement gagné, aujourd'hui. Changeront-elles la donne économique des USA et pourront-elles en finir avec la crise mondiale ? Autant de questions déterminantes pour l'avenir des USA et pour le nôtre. Pour y répondre, la Fondation Jean-Jaurès organise, mardi 21 et mercredi 22 juin, à la maison de la Chimie, 28 bis rue Saint-Dominique, 75007 Paris, un colloque sur les mutations de la politique économique américaine. Avec Benjamin Coriat, François Hollande, Michaël Reich, David Gordon, Pierre Mauroy... Inscriptions ☎ 40.72.21.21

PARTI COMMUNISTE

l'immobilisme au pouvoir

Il n'y a sans doute pas grand'chose à attendre du congrès du PC qui se profile. Les contestataires refusent d'entrer dans la logique de sa préparation. Ils tentent d'œuvrer à la rénovation de la gauche.

C'est parti ! Le PC engage la préparation de son vingt-huitième congrès, qui se tiendra au mois de décembre. Mercredi, lors de la réunion du comité central, Georges Marchais devait présenter lui-même le rapport qui servira de base à la discussion. Une fois de plus, les jeux semblent déjà faits. Inamovible, Georges Marchais devrait conserver son poste à la tête du PC. Il faut dire que la direction trouve matière à satisfaction dans les derniers résultats électoraux qui, grosso modo, marquent une relative stabilisation du déclin communiste. Alors, que demande le peuple ? C'est bien connu : au PC, on ne change pas une équipe qui ne perd pas.
Reste que la victoire, ou plutôt le maintien prévisible de la direction, risque d'être acquis par défaut. Car les contestataires refusent de livrer bataille. Anicet Le Pors a démissionné du comité central. Refusant d'apporter "sa caution" à la préparation du prochain congrès, il lance : "Ce ne sont ni les travaux d'une session du comité central ni une révision des statuts qui peuvent changer des comportements et des mentalités." En fait, l'ancien ministre de Pierre Mauroy avait fait depuis longtemps des propositions de démocratisation du Parti. En vain. Aucune n'a été retenue. Anicet Le Pors préfère se mettre hors jeu plutôt que de s'épuiser dans un combat inutile contre l'implacable machine du centralisme démocratique.
Charles Fiterman et les refondateurs dénoncent également un congrès "préparé à l'ancienne". Dans une déclaration politique signée par quatre-vingt-dix personnes, dont des élus et des parlementaires, ils déclarent : "Nous sommes résolus à ne pas nous laisser enfermer dans la préparation d'un XXVIIIe congrès du PCF qui multiplierait les déclarations d'ouverture pour mieux refuser une innovation véritable et les discours sur le changement pour mieux imposer des choix prédéterminés, en maintenant les filtrages habituels."
Les refondateurs devraient participer au congrès, mais ils organiseront à l'automne une rencontre nationale afin de "construire une nouvelle force de transformation sociale" qui aurait pour but une "rénovation et une relance de la gauche tout entière". Charles Fiterman et ses amis souhaitent contourner le PC pour fédérer une gauche en rupture de ban avec les partis traditionnels et présenter une liste aux européennes.
Un pari qui semble bien difficile à tenir. Car, depuis le temps que scissionnistes et contestataires du PS ou du PC s'efforcent de créer une "autre gauche", les résultats sont bien loin de susciter l'espoir...

J.-P.B.

◆

LA VIE DU PARTI

LA FEDERATION DU TERRITOIRE DE BELFORT REDEMARRE

Les socialistes du Territoire de Belfort prennent un nouveau départ. La décision des membres du Mouvement des citoyens, de Jean-Pierre Chevènement, de vouloir créer une fédération socialiste indépendante, avait provoqué un conflit au sein du PS départemental, qui s'était achevé par la dissolution de la fédération par la direction nationale du Parti, le 12 mai.
Sous la houlette de Daniel Vaillant, un congrès fédéral administratif s'est tenu le 3 juin, afin de recréer une fédération du Territoire de Belfort sans les adhérents du Mouvement des citoyens. C'est Yves Ackermann, 44 ans, maire de Valdoie, qui a été élu premier secrétaire fédéral. Après le départ de 360 chevènementistes, il se trouve à la tête d'une fédération de 300 militants.
"Mais beaucoup de gens qui avaient pris leurs distances depuis quelques années en raison des pratiques autoritaires de la direction de la fédération reviennent prendre leur carte", constate Yves Ackerman. Reste que les socialistes de Belfort n'entendent pas se tromper d'adversaire. "Nous allons lutter contre la droite et non contre le Mouvement des citoyens, explique Yves Ackerman. Nous tenons à affirmer nos positions, qui sont différentes de celles de Chevènement. Nous allons nous efforcer de redynamiser les sections et de reprendre le travail de terrain." Avec les Etats généraux, l'occasion est toute trouvée...

J-P. B.

◆

CINQUANTE ANS APRES...

salir Jean Moulin, c'est salir la Résistance

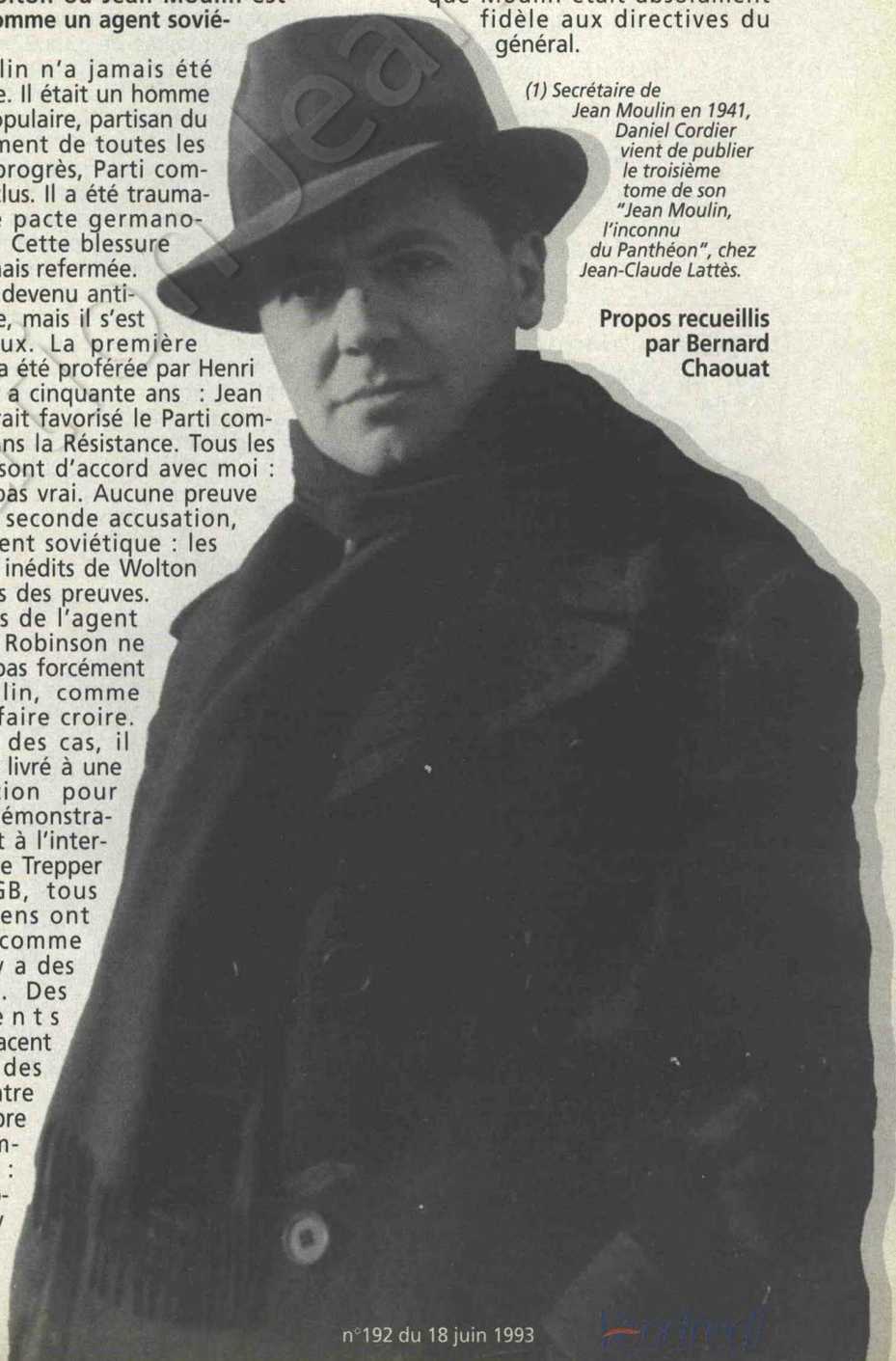
Le 21 juin sera célébré le cinquantième anniversaire de la mort de Jean Moulin, torturé après son arrestation à Caluire. Daniel Cordier (1) revient sur cet exemple de courage et de convictions et dénonce les calomnies distillées par un livre récent.

Comment Jean Moulin s'est-il engagé dans la Résistance ?
Jean Moulin était un homme de gauche, formé dans une morale civique rigoureuse par son père, président de la Ligue des droits de l'homme à Béziers, un professeur d'histoire dreyfusard qui fut un des pionniers du combat contre l'antisémitisme. Jean Moulin eut une carrière brillante dans la préfectorale. Son premier engagement date du Front populaire où, au cabinet de Pierre Cot, ministre de l'Air, il a aidé les républicains espagnols. Il donna la mesure de son patriotisme et de ses convictions en faveur des droits de l'homme, le 17 juin 1940. Les Allemands lui demandèrent de signer un protocole pour déshonorer les troupes sénégalaises. Brutalisé toute la journée, il s'est tranché la gorge. Il a été sauvé in extremis. La part prise dans la lutte contre l'occupant découle de cette première insoumission.

Pourquoi de Gaulle a-t-il confié à un homme d'une tradition aussi différente de la sienne une mission aussi capitale ?
De Gaulle s'en est remis à un organisateur de premier ordre pour fédérer l'ensemble des résistances. Premier préfet de la République à rallier Londres, Moulin avait fait allégeance à la fiction qu'entendait représenter le général de Gaulle : incarner l'Etat et un gouvernement héritier de la République française. Aucun des Alliés, même Churchill qui l'a aidé à exister contre son administration, ne croyait vraiment que de Gaulle représentait la France. Moulin, comme Blum et Defferre, l'a cru.
La mission que lui a confié de Gaulle était de réunir des patriotes qui avaient un objectif commun mais étaient divisés sur les méthodes et l'enjeu final du pouvoir.

Comment a-t-il constitué le Conseil national de la Résistance ?
Les socialistes sont les inventeurs de l'idée d'un organisme fédérateur. Moulin avait repoussé cette idée en juin 1942. Mais son point de vue a évolué en octobre 1942, après le débarquement en Afrique du Nord. Moulin avait mesuré le risque que les Alliés privilègient l'homme capable de leur apporter une administration intacte et le ralliement de l'armée, donc que Pétain garde le pouvoir. Il a fait signer les mouvements de Résistance de la zone libre en faveur de De Gaulle, ainsi que les deux plus importants syndicats, la CGT et la CFTC, et les représentants de six anciens partis politiques de la IIIe République, les communistes, les socialistes, les radicaux-socialistes, les démocrates-chrétiens, ceux de l'Alliance démocratique et de la Fédération républicaine, qui était la plus à droite. Après des batailles difficiles, le CNR s'est imposé.

Venons-en aux accusations du livre de Thierry Wolton où Jean Moulin est présenté comme un agent soviétique...
Jean Moulin n'a jamais été communiste. Il était un homme du Front Populaire, partisan du rassemblement de toutes les forces de progrès, Parti communiste inclus. Il a été traumatisé par le pacte germano-soviétique. Cette blessure ne s'est jamais refermée.
Il n'est pas devenu anti-communiste, mais il s'est méfié d'eux. La première accusation a été proférée par Henri Frenay, il y a cinquante ans : Jean Moulin aurait favorisé le Parti communiste dans la Résistance. Tous les historiens sont d'accord avec moi : ce n'était pas vrai. Aucune preuve n'étaye la seconde accusation, Moulin agent soviétique : les documents inédits de Wolton ne sont pas des preuves. Les papiers de l'agent soviétique Robinson ne désignent pas forcément Jean Moulin, comme il veut le faire croire. Dans l'un des cas, il s'est même livré à une manipulation pour forcer sa démonstration. Quant à l'interrogatoire de Trepper par le KGB, tous les historiens ont constaté comme moi qu'il y a des anomalies. Des documents inédits retracent l'histoire des contacts entre la France libre et les communistes : c'est le colonel Rémy qui s'est occupé de tout. Jean Moulin n'était pas à Paris à cette période-là, à l'automne 1942. On sait qu'il n'est pas concerné par cette affaire. Dès la naissance de la France libre, il y a deux accusations contre de Gaulle : ou on dit qu'il a fait un pacte avec les communistes ou qu'il était un fasciste entouré de cagoulards. Quand on attaque Moulin, on attaque évidemment de Gaulle. Car ils furent extrêmement unis jusqu'à la mort de Moulin et que Moulin était absolument fidèle aux directives du général.



(1) Secrétaire de Jean Moulin en 1941, Daniel Cordier vient de publier le troisième tome de son "Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon", chez Jean-Claude Lattès.

Propos recueillis par Bernard Chaouat

BLOCAGE A L'UNEDIC

c'est la faute aux chômeurs ?

Les patrons refusent d'augmenter leurs cotisations pour sauver l'assurance-chômage ? Le ministre du Travail, Michel Giraud, a trouvé la parade : diminuer les allocations versées aux chômeurs. Alors que la France s'enfonce de plus en plus dans la récession.

Rarement l'hypocrisie aura été maniée avec autant de maestria que par Michel Giraud, le nouveau ministre du Travail, après l'échec des négociations sur l'avenir de l'assurance-chômage. La main sur le cœur, il s'est dit prêt à "accompagner l'effort des partenaires sociaux".

De qui se moque-t-on ? Les uns et les autres, certes, en appellent à l'Etat, dont la part dans les dépenses d'indemnisation est tombée de 33 à 22% de 1985 à 1992. Mais les syndicats prennent leurs responsabilités : pour sauver ce qui reste des prestations chômage, déjà mises à mal par l'accord du 12 juillet 1992, ils jugent inéluctable une nouvelle hausse des cotisations, tout en étant conscients de l'effort qu'ils demandent aux salariés. Or, les prestations, les patrons, eux, s'en lavent les mains : ils refusent d'augmenter les cotisations.

Que fait Michel Giraud dans ces circonstances ? Il feint de se situer au-dessus de la mêlée et confie "une mission d'information et de propositions" à Pierre Cabanes, un ancien haut fonctionnaire du ministère du Travail, qui doit remettre ses conclusions avant le 1er juillet. Sans attendre, le ministre prend bien soin, auparavant, de désigner les responsables, à ses yeux, du blocage actuel. Pas les patrons seuls, auxquels il ne fait aucun reproche, mais les patrons et les syndicats qu'il associe dans la responsabilité. C'est une façon comme une autre de désigner sans les nommer les vrais coupables, selon lui : les chômeurs eux-mêmes, qui sont trop nombreux et qui touchent trop. Que signifie, en effet, sa demande "d'un engagement concret des uns et des autres", sinon qu'à ses yeux la hausse des cotisations que les syndicats ont acceptée n'est pas suffisante ? Michel Giraud veut, en plus, une baisse des prestations. Il retrouve ainsi les réflexes ancestraux de la droite : faire payer les pauvres.

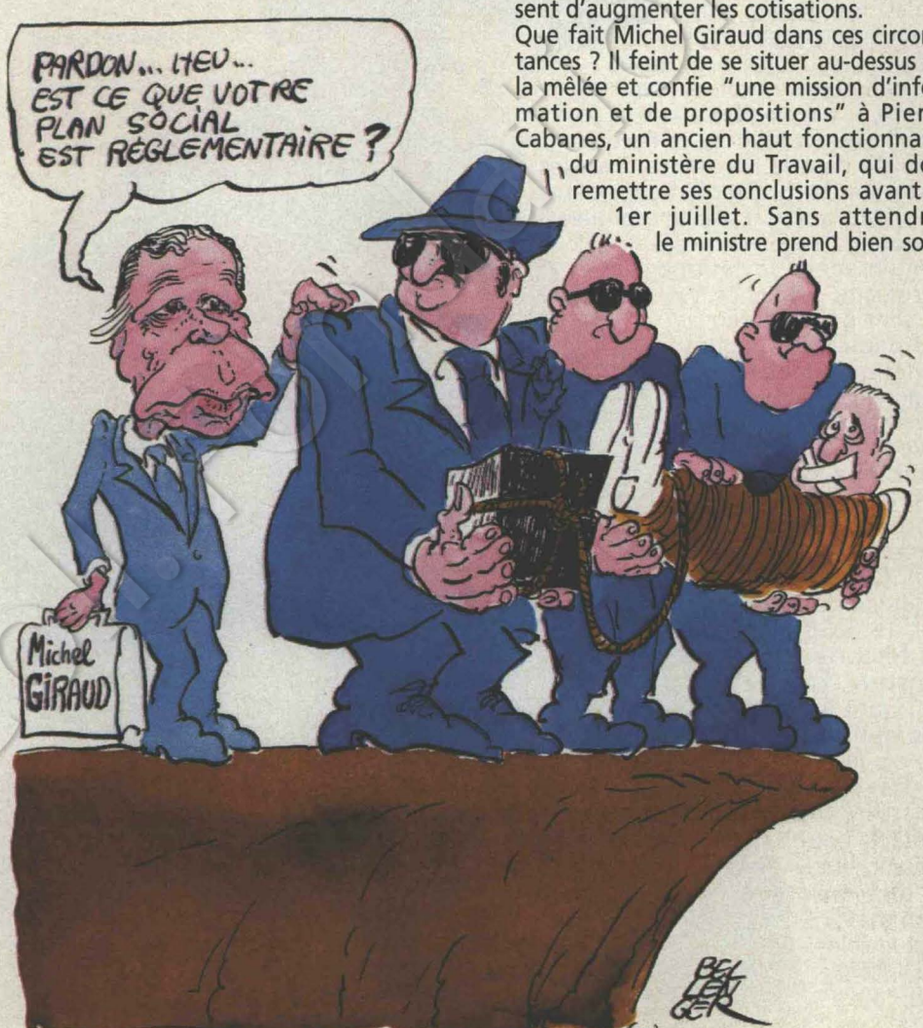
Jean Domange, le président de la commission sociale du CNPF, qui conduisait la délégation patronale chez Michel Giraud, vendredi dernier, pouvait à bon droit trouver la réunion "réconfortante" et se déclarer "tout à fait favorable" aux objectifs définis par le ministre.

Il est plus facile, il est vrai, de faire payer les pauvres que de redresser une économie déjà en proie aux pires difficultés et que l'on contribue soi-même à faire couler. Ce vendredi, la Commission des comptes de la nation fait un constat cinglant : l'arrivée de la droite au pouvoir, loin d'améliorer les choses comme elle s'en vantait, a aggravé la situation. Au nom de la vérité des chiffres, il y a à peine deux mois, le nouveau gouvernement a établi son collectif budgétaire sur la base d'une baisse de 0,4% : c'est, en fait, une baisse de 0,8% que la France devra affronter cette année. Depuis près de vingt ans, 1975 exactement, elle n'a pas connu pareille récession. Loin de s'en sortir, elle s'y enfonce de plus en plus.

Balladur a surajouté à la crise un mécanisme pervers. L'ampleur du chômage et la multiplication des plans sociaux ont provoqué, de tout temps, la peur de l'avenir. Aujourd'hui, ce réflexe est d'autant plus fort que la majorité des Français se sont rendus compte de l'erreur commise en votant pour la droite car ils la croyaient plus capable que la gauche de retrouver les chemins de la croissance et de l'emploi. En tant que citoyens, ils savent que leur pouvoir d'achat va être diminué avec l'augmentation de la CSG, des taxes et, bientôt, des cotisations. En tant que consommateurs, ils en tirent les conclusions. Ils bloquent, autant qu'il est possible, leurs achats et se réfugient dans l'épargne de précaution. En agissant ainsi, ils rendent impossible tout redémarrage de la consommation. Et de l'économie. Privées de clients, les entreprises accélèrent en retour les plans sociaux.

Pour avoir cru au cercle vertueux de la droite, la France se retrouve prisonnière d'une spirale infernale. Le Conseil économique et social s'en est ému, mardi, devant le ministre du Budget. L'heure est aux comptes. Douloureux. La droite s'est déjà attaquée aux revenus des Français. Elle va maintenant s'attaquer à ceux des chômeurs.

Monique Grima



ETATS GENERAUX DES SOCIALISTES

Le militantisme, relais indispensable entre société et parti

Le troisième volet de notre contribution à la préparation des Etats généraux de Lyon poursuit l'écoute d'organismes syndicaux comme associatifs et ouvre le débat sur le militantisme, les formes d'évolution indispensables et les liens entre parti et société. Jean-Marie Delarue, délégué interministériel à la ville (1), Jean-Luc Mélenchon, membre de la direction du PS, et François Rebsamen, tête de liste socialiste à la mairie de Dijon, répondent à ces questions centrales pour la rénovation du parti et de la gauche.

De la discussion jaillit la lumière

En quoi le militantisme est-il différent aujourd'hui d'il y a une dizaine d'années ?

• *JEAN-LUC MELENCHON.* Il y a dix ans, la société était bien moins déchirée qu'aujourd'hui. Le sens de l'action politique était plus spontané, l'univers mental plus construit, parce qu'il y avait un projet politique (programme commun, changer la vie, etc.) qui pouvait en être l'aboutissement. Les gens qui militaient avaient le sentiment de peser sur les événements, de les faire changer. Tout cela est en débris. Le cadre de références communes a disparu. Le projet politique, personne ne le voit. Le sentiment dominant est celui de l'impuissance. Tout cela, sur fond de montée des idéologies individualistes. Aujourd'hui, le militantisme apparaît comme un vaste chantier ouvert.

• *FRANÇOIS REBSAMEN.* Il y a douze ans, les militants étaient des militants politiques. Ils avaient le sentiment de participer à une ambition collective et d'être porteurs d'un projet alternatif de société auquel ils s'identifiaient. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Bien souvent, les mêmes, des gens extraordinaires, mais qui ont l'impression d'avoir été ignorés. D'où la désaffection de certains. Depuis cette époque, aucun projet n'a été véritablement défini. La rupture de ce lien entre le militant et le projet constitue le fait majeur du changement de nature du militant.

• *JEAN-MARIE DELARUE.* Les lieux de militantisme se sont déplacés, les gens se sont renouvelés. Ce qui importe aujourd'hui est de reconnaître les jeunes pousses du militantisme. Par rapport aux partis, aux syndicats, tels qu'on les connaissait il y a dix ans, la désaffection est importante. En revanche, on voit des associations de locataires qui comptent plus de militants qu'il y a dix ans. Le renouvellement d'ensemble, et notamment de générations, est clair. Et les jeunes générations ne militent plus comme on militait jadis. Les symboliques, les gestes, ne sont pas les mêmes. Surtout, les thèmes ont changé. Le thème central, la production ouvrière, s'est effacé.

Le renouveau militant se fait autour des conflits urbains, particulièrement de ceux qui opposent les exclus à ceux qui ne le sont pas. La vie militante demeure très importante dans les cités. Qu'il n'y ait pas d'indifférence, comme on le dit trop souvent, est encourageant. Et certaines réactions,

en forme d'appels au secours, voire de violence, sont des formes réelles d'engagement dans la vie collective. C'est-à-dire de militantisme.

L'exclusion, hors de la citoyenneté, de cinq millions de gens qu'on ne rencontre ni dans les syndicats, ni dans les associations, ni dans les partis politiques, ne change-t-il pas la donne ?

• *J.-L.M.* Parler d'exclusion nous arrange car cela suppose une réinsertion dans la société telle qu'elle est. Cela ne permet pas de poser la question des inégalités. Or, le PS construit son projet dans la lutte contre les inégalités. Aujourd'hui, il doit désigner à nouveau son adversaire. Le mouvement socialiste ne peut pas exister en dehors d'un système critique de la société dans laquelle il fonctionne. C'est ce mouvement de critique qui construit de nouvelles solidarités, de nouvelles formes de citoyenneté. La démocratie n'est pas une fin en soi, c'est un moyen. Et un parti politique n'est pas une fin en soi, c'est un instrument par rapport à un projet qui permet ensuite les luttes urbaines. Les lieux identitaires de formation de la révolution socialiste se sont déplacés. Dans une société composée de 85% de salariés vivant à 80% dans 20% du territoire, le champ d'intervention du Parti est d'abord la ville.
Un parti ne peut pas se confondre avec la société dans laquelle il intervient. Or, au PS, nous avons reproduit les divisions du savoir de la société : le postier est prié de ne pas trop ramener sa science sur l'économie, ce n'est pas sa branche, l'enseignant n'a rien à dire sur la bioéthique puisqu'il n'y connaît rien, etc. Auparavant, le PS fonctionnait comme un contre-univers mental où les divisions de la société étaient abolies et où se rétablissait une égalité dans le droit à dire et à penser la globalité.

• *J.-M.D.* La question qui est posée aux militants est de savoir quelle proximité ils ont avec ces nouvelles questions. Le postier et l'intellectuel se retrouveront à peu près bord à bord pour se demander si elles ne conduisent pas à une mise en question de leur propre pratique. Un exemple : avoir essayé d'ériger les associations locales d'immigrés en mouvement national consistait à plaquer une forme de lutte ancienne sur un phénomène nouveau. L'évolution de SOS-Racisme est significative. Dans les quartiers, des associations locales sont mortes d'avoir été encadrées d'en haut. Comment donner la parole aux nouvelles formes de militantisme ? Comment les canons de notre démocratie locale se trouvent-ils mis en cause ? Pour les élus du Parti socialiste, il y a là matière à réflexion. Notre société nécessite un engagement très clair aux côtés de ces nouvelles formes d'expression. Que font les vieilles organisations, pour aider les jeunes pousses du militantisme ? Prenons l'exemple d'un groupe d'enseignants qui a pris en tutelle une jeune association d'immigrés. Il lui donne les supports matériels sans lesquels elle ne pourrait pas fonctionner. Il n'aspire pas le contenu de leurs revendications. Les jeunes en question restent libres de leurs propos, mais ils ont les moyens matériels de s'exprimer. Pour les militants du PS, les relations avec ce type d'association est une question centrale.

• *F.R.* Nous avons rencontré un blocage de nos propres élus et responsables face à l'évolution de la démocratie locale et de la décentralisation. Nous avons donné le pouvoir aux élus, non aux citoyens. Et quand nous avons voulu remettre le chantier en mouvement, en 1988/89, dans le cadre du projet de loi d'administration territoriale de la République, donner plus de démocratie à l'échelon local aux associations, faire participer davantage les citoyens, nous nous sommes heurtés à un obstacle simple : tout élu, concerné par le cumul de mandats, a défendu non pas l'intérêt général ni l'intérêt socialiste, mais son pouvoir local, et a mis en pièces cette grande idée qui aurait revivifié le terrain associatif.

Faut-il donc reconsidérer la place et le rôle des partis politiques par rapport aux associations, aux syndicats, aux citoyens ?

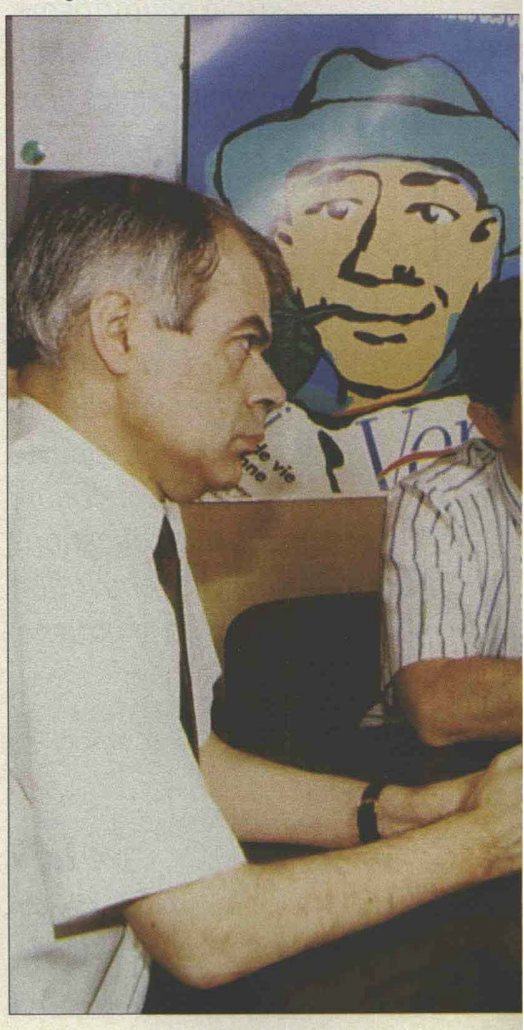
• *J.-L.M.* Un parti de gauche n'a rien à voir avec un parti de droite qui peut se borner à être un comité électoral et à organiser la gestion de la société telle qu'elle est parce qu'elle lui convient. Il faut interroger le réel et non le parti. Où sont les inégalités à combattre ? Quelle est la nature du système auquel on s'oppose ? Quel système peut-on lui opposer ? Sinon, il n'est pas besoin d'un parti socialiste. Un réseau associatif ou de solidarité suffit. Les Eglises sont parfaitement capables d'introduire une certaine solidarité. Le rôle du Parti socialiste est complètement différent. Il est de subvertir la société, de l'aider à accoucher de ses potentialités démocratiques.

• *F.R.* La lutte contre le chômage de masse est le creuset de nouvelles formes de militantisme et d'engagement collectif. Les formes nouvelles de militantisme sont, à mon avis, devant nous. Notre organisation doit également s'adapter, par exemple, à la mobilité sociale en maintenant le contact avec les militants qui déménagent, divorcent ou sont mutés professionnellement.

> "Un parti politique est un instrument par rapport à un projet qui permet ensuite les luttes urbaines"

• *J.-M.D.* Ce sont les partis qui doivent coller à la réalité humaine et non l'inverse. Contrairement à une vulgate marxiste, on ne superposera pas la réalité d'une superstructure, quelle qu'elle soit, sur la réalité locale. Or, il n'est pas certain que les partis politiques évoluent avec les transformations de la société. Il y a aujourd'hui une incompréhension du politique par le citoyen. Il ne se retrouve pas dans les décisions

▼ *De gauche à droite : Jean-Michel Delarue, Jean-Luc Mélenc*



prises, ni dans l'expression donnée des conflits politiques. Les partis politiques ont un sérieux effort d'examen et de mise en question à faire.

Quels sont aujourd'hui les lieux du militantisme ?

• *F.R.* Si les vraies pratiques militantes d'aujourd'hui naissent des enjeux urbains, elles supposent qu'avant existait un projet politique défini ensemble. Le processus de désignation doit être fait sur ce projet commun, non sur les hommes. D'où l'importance du scrutin proportionnel. Ensuite, les formes de militantisme peuvent être diverses, sections ou autres formes d'organisation.

Pendant douze ans, le savoir venait aux militants des ministres, des assistants de ministre, des technocrates. Toute une richesse d'analyses, de contacts avec la société n'a pas été exploitée, ce qui explique bien des erreurs commises. Aujourd'hui, quand les mêmes disent donner la parole aux militants, je pense que c'est une fumisterie qui fait sourire tout le monde.

• *J.-L.M.* La société est éclatée et le sera de plus en plus. Cet éclatement même redonne toute sa place à l'idéologie, à la capacité de lire les événements, de faire de ce qui est éclaté quelque chose qui peut être pensé. Il n'y a pas de discontinuité entre le vécu, la lutte quotidienne et la formulation d'une idée politique.

• *J.-M.D.* Je crois qu'il y a une rupture entre l'engagement, le militantisme comme on le concevait jadis, héritier de la situation dans l'entreprise et de la question ouvrière, où la vie professionnelle était directement articulée sur une pratique militante, et la réalité sociale. Aujourd'hui, pour relier sa pratique professionnelle ou sa vie tout simplement, d'une part, et sa pratique militante, d'autre part, il faut jeter un pont. La réunion de section doit être l'endroit où on apporte un peu de son vécu. Prenez quelqu'un qui s'engage à fond dans une association de soutien scolaire. C'est un vrai militant. Retrouve-t-on ce type d'engagement dans les réunions de section ?

• *J.-L.M.* Le militant doit s'inscrire dans tous les lieux de forte portée symbolique. D'abord l'entreprise, lieu de formation de la conscience socialiste. C'est là que se fait le partage entre profit et salaire. Ensuite, il doit intervenir sur les grandes questions qui sont en train de transformer notre vie, la bioéthique, par exemple. Enfin, il a un rôle central à jouer dans la lutte et le cadre urbains. Sur chacun de ces fronts, compte tenu de ce que la tradition française n'est pas celle des sociaux-démocrates, le lien reste à construire. Ce n'est pas au Parti d'organiser des structures de soutien scolaire mais peut-être à ses militants d'en prendre l'initiative. Le militant a une fonction d'éducateur mais aussi d'organisateur.

• *J.-M.D.* Notre période a besoin d'imagination et de créativité. Je ne la sens pas sortir des vieilles structures. Le décalage est profond entre un certain nombre de pratiques militantes et les discours politiques. Il est encore plus grand entre ceux qui essayent de s'organiser de façon locale et les élus locaux. Ne pas le voir condamne à ne rien voir du tout. Si on laisse le champ libre aux créations locales, qui sont assez fortes dans un certain nombre d'endroits, on va retrouver du politique par les deux bouts. Les vieilles structures y viendront avec du mal, du temps, mais elles y viendront. A l'autre bout, on aura de nouvelles formes politiques. Les jeunes d'aujourd'hui, qui jettent des pierres contre les bagnoles de flics après huit heures du soir, demain, j'espère, s'organiseront en force politique de façon différente de celle des partis existants.

hon et François Rebsamen.



"Toute une richesse d'analyses, de contacts avec la société n'a pas été exploitée, ce qui explique bien des erreurs commises"

Parce qu'il n'est pas doté des structures des partis sociaux-démocrates nordiques ou allemand le PS n'est-il pas confronté à une crise spécifique ?

• *F.R.* En 1981, le Parti comptait environ 180.000 adhérents. Ils sont 140.000 aujourd'hui. On dit qu'il y a une crise, qu'il n'y a plus de militants. En réalité, il n'y a pas eu de grand changement. En revanche, les responsabilités sont lourdes de ne pas avoir

su profiter des périodes où on pouvait ouvrir le PS et le changer dans sa nature : 1981, 1986 et 1988. Trois victoires. Trois temps forts où la richesse de l'extérieur aurait permis de casser la mainmise des courants, le petit clientélisme. Des chances historiques ont été manquées. Maintenant, on le fait à contretemps, ça ne peut pas marcher. Cela dit, cette action montre une volonté. Il ne s'agit pas de savoir si la section doit s'occuper du soutien scolaire, mais il est clair que les meilleurs militants de la vie urbaine doivent être dans les sections socialistes. A partir du moment où ils ont le sentiment de participer à un projet de société ou de chercher des éléments de rupture avec la société existante, ils sont forcément engagés dans les luttes locales.

• *J.-L.M.* On ne créera jamais, en France, le grand parti socialiste lié à un grand syndicat. Ceux qui s'y efforcent ne réussissent qu'à faire du mécano dans les syndicats, provoquer des scissions. Le cadre urbain est aujourd'hui le lieu central de la production d'identité socialiste et du lien organique. Cela doit se traduire dans la forme du Parti. Trois fronts doivent être représentés à la direction du PS. D'abord, le projet, la stratégie. C'est donc le vote à la proportionnelle dans le Parti, sur une orientation générale. Deuxièmement, l'instance territoriale (fédération, section). Enfin, le Parti doit se doter d'un front "sociétal" dans lequel seraient représentés les grands secteurs de la vie (ville, entreprise, éducation...) qui tiendraient des conventions annuelles, débattraient, éliraient des directions à la proportionnelle sur des textes concernant leur domaine. Leurs élus siègeraient au comité directeur.

"Aujourd hui, la citoyenneté est la première urgence. Le PS doit faire en sorte que les gens qui n'ont pas la parole puissent la prendre"

• *J.-M.D.* Je ne peux pas me prononcer du dehors sur l'organisation du Parti. La structure territoriale du Parti socialiste dans la conjoncture actuelle me semble un atout. On peut ranimer, sur des sujets de proximité politique, la vie des sections.

La pensée socialiste n'est pas encore au bout des contradictions. Poser la question de la crise urbaine mettra en difficulté certaines formes politiques traditionnelles de gauche. Une des questions les plus politiques de notre société est celle de l'attribution des logements sociaux. Dans la conception du tout ghetto ou dans celle de la diversité sociale des quartiers populaires existent de vraies luttes politiques et de vrais enjeux. Il n'y a pas là unanimité au Parti socialiste. Deuxième exemple : on ne sortira pas des difficultés urbaines sans repenser fondamentalement le fonctionnement des services publics. Quel sens y-a-t-il, par exemple, à faire travailler les îlotiers de

■ DU COTE D

A la recherche d'une

En Haute-Vienne, pour assurer le suivi des Etats généraux, la fé
Et la véritable difficulté des Etats généraux

A procédure inédite, méthode nouvelle, et nouvelles têtes, s'est-on dit à la fédération de la Haute-Vienne, qui a confié le suivi des Etats généraux à un comité d'animation inattendu : un groupe de douze militants qui, hormis deux secrétaires fédéraux, ont peu de responsabilités dans la fédération mais ont manifesté une activité soutenue pendant la campagne. Bousculer les habitudes, la fédération s'y était déjà employée, juste au lendemain du second tour des législatives, en organisant des assemblées générales animées par des militants extérieurs aux sections réunies. C'est ainsi que Philippe, étudiant, qui a créé une section jeunes le 29 mars, a été propulsé animateur d'une AG. Les élus et dirigeants avaient également été priés d'aller réfléchir hors de leur section habituelle. Un brassage volontariste qui a, semble-t-il, permis une plus grande liberté de parole.

Dans le comité d'animation, on a veillé à ce que tous les courants soient représentés, mais sans dosage pointilleux. Diversification géographique, aussi, pour qu'il n'y ait pas "que des gens de Limoges". Et pas seulement des enseignants, complète Jean-Jacques Morlaix, l'un des douze, employé à l'EDF. Et puis des femmes, des jeunes... un peu d'air.

Quand on leur demande s'ils représentent la nouvelle garde du PS local, les douze s'en défendent vigoureusement : ils sont des techniciens, chargés de la logistique, et disparaîtront aussitôt après l'étape départementale du 18 juin. Pourtant, Monique ne craint pas d'affirmer le sens politique de la composition du comité : "On n'a pas d'étiquette politicienne sur l'épaule. Et on n'est pas suspects d'ambition personnelle." Un véritable signe à l'égard des militants, des sympathisants, comme de l'exterieur. Bernard Dupin, premier fédéral, satisfait "d'avoir mis aux manettes" ces petits nouveaux, reste volontairement à l'écart des opérations. "Il y a même un type du comité que je ne connais pas... Le Parti devient très agréable quand on n'y retrouve pas seulement ceux qui ont l'habitude de se mettre des peignées", plaisante-t-il. Organiser des Etats généraux, "loin des simulacres et des tabous", comme l'espère Philippe, c'est ce que tentent les douze. "On s'entend bien, on ne s'est pas encore battus, renchérit Monique. Et les gens sont vraiment présents."

La synthèse est-elle un art impossible ?

Pour faciliter la tâche de la synthèse à venir, le comité recommande de suivre la trame de réflexion fournie par le Parti. Quitte, ensuite, à déborder dans d'autres directions selon les inspirations de chacun. "Sinon, on ne s'y retrouvera pas, explique Jean-Paul Denanot, membre du comité d'animation et maire de Feytiat où a lieu, ce soir-là, une réunion locale des Etats généraux. Etre directif, mais pas trop. Exercice périlleux. Il était déjà fort tard quand les militants, munis du numéro spécial de "Vendredi", épuisaient les dernières questions du quatrième thème.

Mais le plus dur reste sans doute à faire : tirer la substantifique moelle des paroles entendues. A Feytiat, le secrétaire de section, Bernard Fourniaud, s'efforçait de résumer chaque intervention, au fur et à mesure, pour noter l'idée dans la case adéquate du questionnaire. "Ce que tu veux dire, c'est qu'il y a eu un déficit social du gouvernement ?" proposait-il, après qu'un militant, donnant son opinion sur le bilan, ait évoqué, un peu vivement, "une réces-

Collection Jaurès

8 h à 18 h alors que la majorité des incidents se produisent après ? Je ne suis pas sûr, là non plus, qu'il y ait unanimité au PS.

• *F.R.* Il est vrai que l'enjeu urbain met à jour des contradictions internes au Parti socialiste. En matière de logement, l'élu de gauche est entré dans une contradiction permanente entre le résultat électoral et la population de la ville. Auparavant, plus il y avait de logement social, meilleurs étaient les résultats électoraux. Aujourd'hui, les cités secrètent du Front national. Il est donc plus réticent à construire des HLM depuis que le PS est devenu le parti de la classe moyenne.

• *J.-M.D.* Aujourd'hui, la citoyenneté est la première urgence. Le PS doit faire en sorte que les gens qui n'ont pas la parole puissent la prendre. Il doit faire place à de nouveaux modes d'expression collective.

Propos recueillis par
Jean-Pierre Bedeï et Patricia Jaffray

(1) Auteur de "Banlieues en difficultés : la relégation", rapport à Michel Delebarre, ministre de la Ville, Syros, 1991.

● CONTRIBUTION : JEAN-FRANÇOIS TROGLIC

C'est le compromis qui permet d'avancer

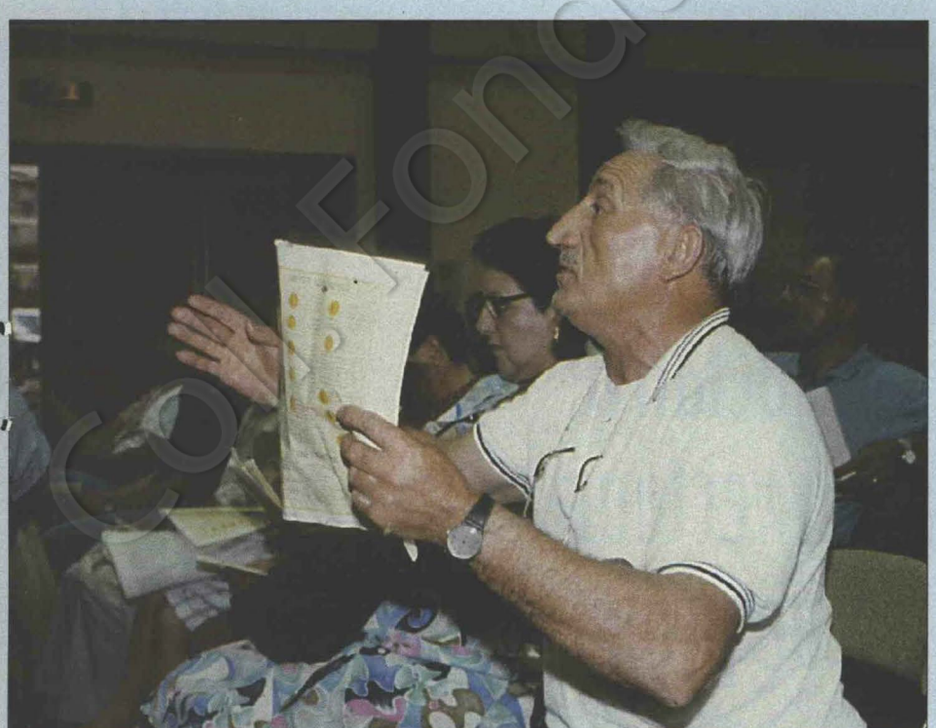
Le secrétaire national de la CFDT, propose une analyse qui affine l'autonomie du syndicalisme par rapport au politique et redéfinit les rôles de chacun.

Nous avons envie de dire en préalable dans cette tribune que l'autonomie syndicale est irréversible. Tenter de penser aujourd'hui qu'il puisse en être autrement viendrait encore compliquer et retarder la mise en œuvre de convergences entre les organisations syndicales et renforcerait l'émiettement actuel, qui handicape la capacité et la crédibilité du syndicalisme.

E LIMOGES ■

e synthèse créatrice

dération a composé un comité d'animation de renouvellement.
x se précise : réussir une synthèse vivante.



sion sociale". Déficit social ? Ce n'était sans doute pas tout à fait cela. Le terme, médiatico-politique, appartient déjà à ces formules qui escamotent et lissent la réalité plus qu'elles ne l'éclairent. La synthèse est-elle un art impossible ? Pour effleurer un tant soit peu la vérité de ce qui se passe actuellement dans le Parti, peut-être faudrait-il user et abuser des guillemets, comme l'a bien fait Pierre Bourdieu dans "La Misère du monde"(1). Une misère enfin palpable, parce qu'on y trouve les mots bruts de ceux qui la vivent, avec les points de suspension, les silences, les onomatopées. Exemple d'une jeune fille racontant une relation de voisinage difficile : "Si tu savais le genre d'insultes qu'on s'envoie avec des "Madame..., s'il vous plaît" et des "Madame..., je vous prie." Dans les langues, c'est comme ca ; mais dans les yeux, c'est autre chose, c'est du feu et du poison." La synthèse créatrice, ce serait peut-être de laisser les mots aller et venir, pour qu'ils fassent leur œuvre jusqu'au bout.

Maryline Trassard

(1) Seuil 1993.

Fondation Jaurès

S'il n'est pas douteux que le rôle d'un parti consiste à conquérir le pouvoir, puis à l'exercer le plus largement possible, le syndicalisme, lui, n'est pas dans cette logique, ni comme acteur direct, encore moins dans une démarche d'appui ou de connivence.
Il agit en référence à un système de valeurs, qui a pour but de faire progresser l'émancipation des salariés.
La proximité de ces valeurs de référence, avec celles d'autres mouvements, ne vaut pas confusion des rôles. Elle ne confère aucune exclusivité à un parti à l'égard des problèmes sociaux et ne justifie pas qu'un parti, une fois au gouvernement, fasse l'économie d'une vraie confrontation avec les acteurs sociaux. La fonction du syndicalisme est spécifique : elle consiste, en toutes circonstances et sans attendre, à faire progresser les revendications dans l'intérêt des salariés. Cela vaut encore plus aujourd'hui : la montée du chômage et de l'exclusion, les déséquilibres dangereux des grands systèmes de protection sociale requièrent une intervention d'urgence et, surtout, des résultats qui ne peuvent être subordonnés à une éventuelle alternance politique, plus tard.
Dans cette fonction, l'action syndicale se heurte à la résistance de ceux qui gouvernent comme de ceux qui détiennent les leviers économiques et elle doit se développer pour imposer des solutions à ces problèmes d'urgence.

La recherche du compromis

Mais ces solutions sont le résultat de compromis qu'il faut apprécier en fonction de ce qu'ils font avancer et du chemin qui reste encore à parcourir. Tant pis pour ceux qui pensent qu'il devrait en être autrement. Cette appréciation peut heurter celle de forces politiques qui cherchent à reconquérir le pouvoir et qui, du coup, sont conduites à ne pas accepter -ni même, quelquefois, à imaginer- dans l'opposition, des compromis, faisant en quelque sorte d'un résultat idéal, absolu, la seule ligne d'horizon à leur action.
Ces questions pèsent lourd dans l'appréciation par l'opinion, par les salariés, des attitudes des uns et des autres. Et il est sain de s'interroger sur le renouvellement de l'approche des problèmes sociaux qui sont au cœur de l'action publique, et pour longtemps. Leur urgence requiert la reconnaissance et le respect des acteurs qui en construisent les instruments au jour le jour. Leur complexité vaut que les politiques s'interrogent sur les limites de leur action propre en ces domaines, limite ne voulant pas dire qu'elle ne soit pas souvent essentielle.
Par exemple, le débat sur l'articulation des approches de la loi et du contrat est encore d'actualité. Les réponses qui y seront données constitueront un indicateur essentiel du renouvellement.

Le débat public est sain pour un parti

Le débat lancé par les Etats généraux du Parti socialiste sera utile s'il aborde, sans préjugés, toutes ces questions. Ce débat ne laisse pas indifférente la CFDT, car il participe d'une mise à jour qui concerne aujourd'hui tous les acteurs de la société. Essentiels à la vie démocratique, les partis doivent évoluer pour assurer leur fonction. Il est sain qu'ils empruntent les voies du débat public pour le faire. Soucieuse de son autonomie qui fait qu'elle ne sera, en aucune manière, partie prenante des mécanismes de rénovation d'un mouvement politique, la CFDT n'en sera pas moins attentive aux débats et à leur contenu, surtout dans les domaines qui la concernent.

■

● CONTRIBUTION : RENC

Remobiliser et re

Les membres du RCH, qui ont adhéré au PS en 1989 avec Henri Fiszbin, ont rédigé une contribution aux Etats généraux dont voici un extrait consacré à l'avenir du PS et de la gauche.

La question de l'avenir de la gauche se situe donc autour des perspectives que peut ouvrir le PS, qui demeure la principale force organisée de la gauche, à partir duquel peuvent se reconstituer de nouvelles alliances et une nouvelle majorité. Si on ne voit pas, dans un avenir prévisible, d'alliances du PS avec un autre parti, en revanche, la nature de la toute pro-

● CONTRIBUTION : JEAN-PIERRE BULTEZ*

La voie associative est un vecteur de projet social

Pour reconstruire une société éclatée et fragmentée, l'implication de tous les réseaux, comme celui du Secours catholique, sera capitale.

Précarité (année 1980), pauvretés (1984), grande pauvreté (1987), exclusion (1990) et maintenant "fractures". L'évolution des termes témoigne d'une pauvreté radicalisée. Trois lignes d'action s'imposent :

composer

chaine élection présidentielle peut permettre la remobilisation de l'environnement de gauche et préluder à une véritable recomposition.
La gauche -tout compris- ne représente, depuis les dernières élections, qu'environ un tiers de l'électorat. Pour retrouver son influence et envisager des alliances, il faut que le Parti socialiste (qui doit conserver son nom) devienne dans les faits le parti de toute la gauche.

Une solution de rechange au libéralisme

Face aux crises et aux inégalités qui sont le produit du marché, il importe de refuser la logique capitaliste à l'échelle internationale, notamment au plan européen. C'est la leçon à tirer de l'effondrement des systèmes soviétiques, de la crise du libéralisme et de l'impasse actuelle dans laquelle se trouvent les social-démocraties. Les socialistes doivent se fixer quelques actions prioritaires et définir des positions claires sur la régulation au plan mondial pour faire face aux dérèglements financiers et à la spéculation, un nouvel ordre international, une nouvelle donne Nord/Sud, une économie écologique à l'échelle de la planète, un espace social et démocratique européen. Ces priorités sont autant de fondements d'une identité de gauche rénovée et de perspectives pour une gauche européenne, dans le cadre de laquelle il faut davantage situer la politique du PS.

Exprimer l'espoir de ceux d'en-bas

Appréhender les difficultés de gens, à la fois en tant qu'ils sont confrontés à des difficultés de vie quotidienne et de travail, faire des propositions sur la place des salariés dans l'entreprise, voilà des chantiers de premier plan pour la gauche.
Il faut un parti à la fois gestionnaire et tribunicien. Il importe de le dire clairement dans une déclaration d'intention figurant en préambule de ses statuts. Il faut un parti qui prenne position dans les conflits sociaux, qui renforce ses liens avec les syndicats -et qui tente de dépasser les données issues de la charte d'Amiens- ainsi qu'avec les associations. Il faut aussi porter une attention toute particulière aux difficultés des femmes, qui relèvent à la fois du domaine du travail et de celui des discriminations sociales, sexistes et politiques. On ne fera rien durablement si on continue à négliger la moitié de la population de notre pays.

Ouvrir le Parti à toute la gauche

Il faut un parti tourné vers sa base et son électorat, s'organisant dans ce but. Un parti qui, parallèlement au fonctionnement de ses directions élues, se fixe statulairement la tenue régulière d'assises locales, départementales, nationales, qui consulte en permanence ses adhérents et veille à ce que les différentes composantes de la société civile soient représentées dans les instances dirigeantes. Il faut un parti ouvert dans lequel les diverses sensibilités socialistes, parmi lesquelles les communistes critiques, se sentent à l'aise. ■

Première perspective

Donner un sens aux dispositifs sociaux, à l'institution (Sécurité sociale, RMI, etc.). Ce sens n'est-il pas celui de l'insertion ? L'esprit du RMI doit transcender toutes les politiques publiques (logement, santé, éducation, culture, agricole/rurale, ville, formation, vie associative) et celles des agents économiques (entreprises, notamment).
L'insertion doit garantir sécurité et qualification au lieu d'apporter insécurité et sous-qualification permanente. L'insertion est devenue un secteur d'utilité sociale, en ville comme en milieu rural, qui repose sur le postulat de l'échange au lieu de la dépendance.
Un second terrain d'application concerne les jeunes. Il faut des changements radicaux pour arrêter leur mise à l'écart. Pourquoi ne pas travailler d'emblée sur une politique familiale qui garantisse un soutien jusqu'à 25 ans afin d'éviter des ruptures de ressources ? Même problématique pour amorcer rapidement le développement de logements et de structures légères adaptés à leur mobilité.

Seconde perspective

Recentrer les politiques sociales, d'abord pour les catégories les plus démunies. La cohésion sociale est à ce prix. Trois exemples de recentrage.
• Santé publique : pour des personnes sans domicile, chômeurs, enfants, jeunes, le fonctionnement des hôpitaux (entrées, sorties), des PMI, de la médecine scolaire et, plus largement, la place de la prévention sont ségrégatifs. Pour preuve, les bénéficiaires du RMI sont de droit pris en charge à 100% mais les jeunes de moins de 25 ans ne bénéficient que d'une couverture partielle.
• Logement social : la loi Besson pose le principe d'un droit au logement pour les personnes en difficulté, sans être effectif. L'Etat doit stimuler l'esprit de la loi par un véritable programme de construction de logements sociaux.
• Politique familiale : à l'aube d'un changement de financement, il faut recentrer cette politique sur les familles les plus démunies, les familles monoparentales (50% des familles reçues par le Secours catholique), tout en analysant la pertinence ou le dysfonctionnement de cet outil de solidarité sociale. Que veut dire conditions de ressources lorsque le niveau même des minimums pose question ? Que veut dire politique familiale lorsque le concept d'insertion bute sur des difficultés aussi concrètes que l'accès aux crèches, la fonction des femmes ou des procédures d'allocations spécifiques ?

Un projet social à construire entre tous

Réinventer une société homogène, cohérente, ambitieuse... et heureuse où tout le monde peut et doit participer.
• Les usagers ont-ils réellement la parole ? La représentation syndicale a sa fonction sans être le porte-parole de tous. Associer l'usager est le prix à

payer pour que la démocratie locale, régionale, nationale retrouve un sens.
• L'Etat reste le garant de ces solidarités parce qu'il a la capacité intrinsèque à les construire.
• Les corps intermédiaires, notamment les associations, par leurs réseaux, sont des radars de ces nouveaux élans collectifs participatifs d'une authentique culture de la solidarité. Par leur emprise sur la réalité, elles entretiennent la trame sociale de base. La voie associative est, donc, un vecteur de projet social vers lequel il faut s'acheminer parce qu'elle incarne des valeurs essentielles à la démocratie comme l'égalité, la dignité, l'unité.
Au cap d'un siècle qui a vécu de formidables progrès matériels, la fracture dramatique de notre société nous demande de réviser, sans déchirement, nos individualismes mitoyens au bénéfice d'une société par et pour tous. ■

**Directeur de l'Action du Secours Catholique en France et en Europe.*

Michel Rocard à Orthez : "Po

Les socialistes déprimés ? manquant de tonus ? Absolument pas ! A Orthez (64), la préparation des Etats généraux a été dynamique, riche en débats et en idées. Militants et sympathisants se sont impliqués à fond dans la démarche et leurs travaux se sont terminés par la visite de Michel Rocard, venu écouter et dialoguer.

Il ne s'agissait pas de s'impliquer dans le travail des sections, l'objectif étant justement que la parole revienne aux militants, à la base. Cette visite, c'était plutôt pour se rendre compte sur place des attentes et des propositions. Et, dans la cité de Gaston Phœbus, qui compte 11.000 habitants, célèbre par son équipe de basket, ses foires et ses fêtes, plus de 1.500 personnes se sont retrouvées à la Moutète, autour de Michel Rocard mais aussi de Gérard Lindeperg, conseiller spécial, Henri Emmanuelli, député des Landes, Jean Glavany, porte-parole du PS et René Ricarrère, maire d'Orthez et conseiller régional d'Aquitaine.

C'EST DECIDE, JE M'ABONNE !

A renvoyer à : "Vendredi", service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07, *accompagné, éventuellement, du montant des abonnements. Chèque a l'ordre de "Vendredi". Merci de penser a joindre votre bande adresse.*

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

"Vendredi" l'hebdo
Abonnement 1 an : 270 F
DOM-TOM / CE : 400 F
Autres pays : 600 F
Institutions : 500 F

"Vendredi" l'hebdo + "Vendredi idées"
Abonnement 1 an : 350 F
DOM-TOM / CE : 500 F
Autres pays : 700 F
Institutions : 700 F

☐ *Veuillez abonner de ma part*

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....

PETITES ANNONCES ☎ 45.56.78.57 PETITES ANNONCES

► EMPLOI

ASSISTANT D.A.
GRAPHISTE TRADITIONNEL ET P.A.O.
(Xpress - Illustrator)
recherche poste équivalent Édition / Publicité Paris ou province - libre juillet
CYRIL : (1) 43 53 20 16 HEURES DE BUREAU OU (1) 45 86 17 97 APRES 18 H 30

19201 - ***M.A.2, éco-gestion, bac +4 (E.S.C.),*** adhérent PS, cherche école de commerce BTS-BAC pour donner cours marketing-compta-éco sur Lyon, Paris, Montpellier. Rentrée 93. ☎ 74 53 23 30 (soir)

19202 - ***Jeune ingénieur ARTS ET METIERS (L.O.M.)*** cherche poste d'encadrement dans services techniques municipaux, province ou R.P. Faire offre à Luc BENETEAU, Guérette-du-Limousin, 86160 GENCAY. ☎ 49.59.30.32

LOCATION

19203 - **PYRENEES (65)** - A louer, caravane, hiver-été, équipée 4/5 pl. + auvent et table, ds camping 4 étoiles -Saint-Lary - tennis, piscine, sauna, plats régionaux. ☎ 56.30.41.67

► SWEET HOME

19204 - ***PARIS - Urgent, fonctionnaire*** cherche studio meublé ou chambre meublée et équipée, du 1er au 6ème arrt., prix max. 2.500 F cc. ☎ 46.34.35.24 (HdB)

MONTLUÇON — 19205

Allier
50 000 Habitants
recrute d'urgence

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Pour un secteur en pleine évolution (achat d'une collection pour le Musée, mise en valeur d'autres biens patrimoniaux, organisation d'initiatives dans le domaine des arts plastiques) il sera chargé sous l'autorité du Conservateur du Musée :
• Du suivi de l'ensemble des dossiers administratifs et financiers.
• De la gestion du personnel du secteur.

PROFIL
• Capacité et expérience dans le montage et le suivi des dossiers administratifs et financiers.
• Sensibilité pour le secteur culturel.
• Rigueur, organisation et esprit d'initiative.
• Sens du travail en équipe.

Adresser candidature et CV détaillé à Monsieur le Maire
B.P. 3249 - 03106 MONTLUÇON CEDEX

AGB Conseil

MONTLUÇON — 19206

Allier
50 000 Habitants
recrute d'urgence

LE RESPONSABLE GESTION ADMINISTRATIVE DU PERSONNEL

CADRE A PLACE SOUS LA RESPONSABILITE DU DIRECTEUR DU PERSONNEL

MISSIONS
• Organiser et diriger le département chargé de la gestion des carrières, de la paie, du suivi des maladies et des accidents de travail, de la comptabilisation des absences, du contentieux du Personnel.
• Participer à la définition et à la mise en œuvre dans les services des outils et des pratiques de gestion prévisionnelle des ressources humaines.

Adresser candidature et CV détaillé à Monsieur le Maire
B.P. 3249 - 03106 MONTLUÇON CEDEX

AGB Conseil

ur le pays, nous avons travaillé positivement"



A Orthez, de gauche à droite : Henri Emmanuelli, René Ricarrère, Michel Rocard, Nicole Péry et Jean Glavany.

"Il faut comprendre les raisons de notre défaite et les changements intervenus dans notre société, a commencé Michel Rocard. Mais il ne faut pas céder à l'autoflagellation. Nombre de mesures prises ont été bonnes et salutaires. La comparaison avec ce que fait ou ne fait pas la droite aujourd'hui doit nous aider à garder en mémoire que, pour le pays, nous avons travaillé positivement. Mais nous ne bâtirons pas un projet pour demain sans tirer toutes les leçons des douze ans passés."

"La lutte contre le chômage est le fil conducteur qui commande tout, a-t-il ajouté. L'emploi demande que nous repensions l'organisation du travail dans notre société. Nous ne serons fidèles au nom de socialiste que si nous nous donnons comme premier principe la solidarité. Tout le mouvement socialiste européen avait appris à s'en remettre avant tout à la recherche de la croissance pour en faire la plus grande utilisation sociale possible. Cela ne suffit pas. Car, d'une part, nous ne sommes qu'au début d'une période de progrès technologique qui amènera de réels bouleversements. Et, d'autre part, la concurrence mondiale pour le travail non qualifié comme pour la matière grise nous impose de définir une Europe forte et protectrice."

Puis, Michel Rocard s'en prit au gouvernement. "Nous voyons les effets d'une hésitation gouvernementale que camoufle le calme de M. Balladur, mais qui entraîne le doute. Nous voyons le reste d'une idéologie libérale qui ne voit de remède au chômage que dans la baisse du coût du travail, sans mesurer réellement les dangers de la déflation. Ils voudraient baisser les salaires et que les ménages achètent plus. Comment voulez-vous que cela marche ?" Quant à la politique sécuritaire, "elle est en totale contradiction avec la Déclaration des droits de l'homme et désigne de fait l'immigré comme le bouc émissaire de notre société."

"La crédibilité est chose décisive dans la lutte politique", conclut-il, s'appuyant sur la belle performance des socialistes espagnols. "En nous penchant sur nous-mêmes, nous n'oublierons pas les Français, nous recherchons au contraire les moyens et les voies pour répondre à leurs attentes et à leurs espoirs."

Les militants et les sympahisants furent nombreux à faire part de leurs regrets et de leurs craintes. Des interventions souvent offensives, comme les qualifia Michel Rocard. Une militante CFDT se désola de la coupure entre les élus et les citoyens. Pour une autre, "nous avons oublié d'où nous sommes issus et il nous faut revenir à une politique de proximité, limiter les mandats." Un militant dénonça le rôle "des courants devenus des écuries présidentielles". Réflexion qui fit réagir vivement Michel Rocard. "C'est l'honneur d'un Chevènement d'avoir constitué un courant sans penser à cela, pas plus que Jospin, Poperen ou Mélenchon...", remarqua-t-il.

Un sympathisant s'étonna de ne pas retrouver les mots "création et imagination" dans les propos de Michel Rocard, tandis que, pour un autre, "le PS manque de dialogue."

Des interventions parfois très émouvantes et pleines d'espoir, comme celle de ce jeune homme, travailleur social, qui lança : "J'ai vingt-trois ans et je crois à l'avenir. Je suis fier de ce qu'a fait le PS dans sa totalité, je suis fier, par exemple, de l'abolition de la peine de mort..." Il proposa même, comme autre signe de solidarité, que les demandeurs d'emplois obligés de renvoyer chaque mois à l'ANPE leur carte de chômage, ne paient plus de timbre.

Le temps manqua pour écouter tous les intervenants, c'est dire le succès de cette soirée-débat publique. Il est vrai qu'à Orthez, le travail de la section socialiste menée par Bernard Molères a été particulièrement constructif. Ici, les Etats généraux du parti sont en route. La reconquête a commencé.

Chrystie Lipani



COMMUNAUTE EUROPEENNE

le temps de la relance ?

La crise économique sera au cœur des travaux du Conseil européen de Copenhague. Pour les socialistes, c'est la question prioritaire aujourd'hui.

Si le oui danois et la perspective d'une prochaine ratification du traité de Maastricht par la Grande-Bretagne permettent de penser que la construction politique et institutionnelle de la Communauté européenne peut repartir, il n'en va pas de même dans le domaine économique et social.

Après l'euphorie des années 1985-1990, qui ont vu un développement remarquable de la croissance, de l'investissement et de l'emploi, la CE s'enfonce depuis trois ans dans une crise économique qui risque d'être la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La croissance piétine, le chômage progresse de façon massive et rapide (la CE compte 17,4 millions de chômeurs) sans inversion prévue de cette tendance avant trois ou quatre ans.

Quels facteurs expliquent ce retournement de conjoncture et la crise qui frappe la CE aujourd'hui ? Comment retrouver les voies de la croissance, de l'emploi et de la compétitivité ? Telles sont les questions difficiles, mais urgentes, qui devraient être au cœur du Conseil européen qui se réunira, à Copenhague, les 21 et 22 juin.

Dans un exposé introductif, le président de la Commission européenne, Jacques Delors, devrait tenter d'en cerner les raisons principales. Devant le Parlement européen, il a estimé récemment qu'elles étaient autant structurelles que conjoncturelles. En effet, la crise n'est pas mondiale. Les pays d'Asie (Chine comprise) et du Pacifique, connaissent, comme les pays d'Amérique latine qui ont renoué avec la démocratie, un développement remarquable, sinon spectaculaire. C'est la Triade (Etats-Unis, Japon, Europe) qui est la plus touchée. Et, dans ce groupe, la CE présente le moins d'atouts pour s'en sortir.

Quelques chiffres illustrent cette constatation : comment expliquer que la croissance européenne soit moins créatrice d'emplois ? Entre 1983 et 1990, avec un même taux de croissance de 3%, les Etats-Unis ont créé 29 millions d'emplois, le Japon 11 millions et la CE 8,8 millions seulement. Pourquoi la compétitivité des entreprises européennes a-t-elle diminué dans le même temps ?

Redoutables questions face à une non moins redoutable perspective de récession et d'accroissement du chômage. L'initiative européenne de croissance, décidée par les Douze à Edimbourg, en décembre 1992, et dont les résultats sont, pour l'instant, modestes, devrait à nouveau être en discussion, et faire l'objet, souhaitons-le, de propositions concrètes. Les socialistes européens, qui ont pris la bonne habitude de se réunir avant chaque conseil (ils se retrouveront à Copenhague les 19 et 20 juin, à l'invitation du premier ministre social-démocrate danois, Poul Rasmussen) pèseront pour que des mesures énergiques soient adoptées, comme, par exemple, la coordination au plan communautaire des initiatives de chaque Etat membre pour relancer la croissance chez lui.

Parmi les autres thèmes abordés à Copenhague, le point sur l'élargissement et les relations entre la CE et l'Europe centrale et de l'Est figureront en bonne place. Mais nul doute aussi que la Bosnie et le GATT seront présents dans les discussions, officielles ou officieuses, tant ces sujets pèsent lourd actuellement sur l'avenir d'une Europe à la recherche de son identité.

Ghislaine Toutain

CAMBODGE

◆ POUR L'AMOUR D'UN PRINCE ◆

En marquant, lors de sa séance inaugurale, son souhait de voir confier au prince Norodom Sihanouk le rôle de chef de l'Etat, l'Assemblée constituante a démontré à une communauté internationale encore hésitante que Monseigneur incarnait toujours l'esprit du peuple cambodgien.

Après l'échec de sa proposition d'élection présidentielle anticipée du début de l'année, puis son souhait de former un gouvernement provisoire comprenant les deux partis les plus puissants, quoique encore ennemis, Monseigneur se voit enfin plébiscité. Fort des pleins pouvoirs que lui propose la représentation nationale unanime, le prince Sihanouk va d'abord chercher à montrer que le scrutin législatif de la fin mai n'a désigné ni vainqueur, ni vaincu, puis, dans l'immédiat convaincre ses propres fils de travailler à la réconciliation nationale. D'un côté, fort de sa victoire électorale (58 sièges sur 120) voire de ses soutiens à l'étranger, le prince Norodom Ranariddh peut prétendre jouer un rôle politique de tout premier plan tandis que son demi-frère, le prince Norodom Chakrapong, vice-premier ministre du gouvernement sortant, vient de créer une "zone autonome", groupant sept provinces à l'est du Mékong, pour protester contre les résultats attribués à sa formation politique (51 sièges). Cette stratégie s'inscrit dans une dynamique de pressions et d'exactions de la part des membres du Parti populaire cambodgien (PPC). Mais bien que, depuis quelques jours, on assiste à des démonstrations d'hostilité aux organisations de l'Autorité provisoire des Nations Unies (APRONUC), la situation militaire reste étonnemment calme. Certes, sur la radio khmère rouge, Khieu Samphan a appelé les militaires de Phnom Penh à abattre sur le champ les dignitaires de la capitale. Mais les Khmers rouges se sont abstenus de toute nouvelle offensive. Il n'est pas impossible que, dans les jours qui viennent, ils cherchent à réintégrer le processus de paix.

Cette perspective du retour des hommes de Pol Pot dans le processus de réconciliation nationale est la hantise de beaucoup. Elle légitime nombre de réticences émises à l'égard du prince Sihanouk, qui n'a jamais caché sa volonté de ne pas exclure le Parti du Kampuchéa démocratique, de peur qu'elle provoque une partition du territoire. La confusion de cette période post-électorale crée la désagréable impression, qu'une nouvelle fois, les Cambodgiens sont dépossédés de leur histoire. Mais l'attachement populaire au prince est si vrai qu'à l'annonce de son retour au pouvoir, en quelques heures, le cours du riel s'est apprécié de 4.600 à 2.800 pour un dollar.

Christian Lechervy

ALLEMAGNE

les perspectives au SPD

Les adhérents du SPD ont élu le 13 juin Rudolph Scharping président du SPD. Entretien avec Wolfgang Thierse, vice-président du SPD, député de Berlin.

En tant qu'Allemand de l'Est, pensez-vous qu'il existe une spécificité du SPD de l'Est ?

Wolfgang Thierse. Incontestablement, l'histoire récente de l'Allemagne de l'Est a exercé une grande influence sur la nature du SPD de l'Est. Dès le début de la révolution de 1989, nous avons été nombreux, pasteurs, professeurs, ingénieurs et, dans une moindre mesure, ouvriers, à participer à ce mouvement des citoyens. Cet engagement a forcément imprégné notre conception du combat politique. Les militants du SPD est-allemand -30.000 à l'heure actuelle- sont sans doute moins attachés à des orientations purement idéologiques qu'à la recherche de solutions concrètes aux difficultés quotidiennes des citoyens. En Allemagne de l'Est, on ressent davantage qu'à l'Ouest une réelle réticence à l'encontre des structures et organisations partisanes se réclamant d'une idéologie. Cela explique en grande partie le nombre relativement faible de nos militants en comparaison du nombre des syndiqués.

Les sondages indiquent une perte de confiance du SPD dans l'opinion. Peut-il être malgré tout une solution de rechange au gouvernement Kohl ?

C'est vrai, tous les sondages se révèlent négatifs pour le SPD, ébranlé par la démission de Björn Engholm. Il nous faut trouver un président crédible à l'Est comme à l'Ouest et une équipe dirigeante soudée, porteuse d'un nouveau programme. L'un des points capitaux de la campagne de 1994 sera la modernisation de l'économie est-allemande et la sauvegarde des emplois à l'Est et à l'Ouest. Le SPD doit faire preuve de compétence non seulement en matière sociale mais aussi en matière économique. Les difficultés de l'économie est-allemande doivent être comprises comme une chance pour moderniser l'ensemble de l'économie allemande. L'exemple de l'Allemagne de l'Est prouve que le seul jeu des forces du marché ne suffit pas à rendre une économie saine créatrice d'emplois. Les emplois industriels à forte valeur ajoutée, nécessaires à notre redressement économique, ne pourront être créés que grâce à une politique fiscale adaptée et à une politique de recherche novatrice.

Le successeur d'Engholm au poste de ministre-président du Schleswig-Holstein est une femme. Est-ce un signe de l'évolution des mœurs politiques ?

Sans doute et je m'en félicite. Le SPD a ardemment défendu les intérêts des femmes, notamment en instaurant un quota de 40% dans les différents groupes de travail du Parti. Il n'est donc pas étonnant qu'une femme issue du SPD accède aux fonctions de ministre-président. De la même façon, nous devons faciliter l'accès des jeunes aux responsabilités. La moyenne d'âge des membres du SPD s'élève sans cesse. La moyenne d'âge des militants de l'Est est inférieure à celle des militants de l'Ouest car les partis jeunes attirent peu les personnes d'un certain âge. Même les Verts sont confrontés à ce vieillissement de leurs responsables.

Les pratiques politiques doivent-elles évoluer ?

C'est une évidence. Les militants doivent être consultés régulièrement. Il ne faut pas avoir peur de la démocratie à la base. C'est aux sections qu'il revient de désigner le président du Parti. Les militants doivent être pleinement associés au choix des dirigeants et notamment à celui du premier d'entre eux. Jusqu'ici, le président du Parti était choisi par le praesidium du Parti puis confirmé par le congrès. Le choix par les militants rompt avec cette tradition qui instaurait une coupure entre dirigeants et militants de base.

Le SPD est-il favorable à l'engagement de Casques bleus à l'étranger ?

Après de longs débats, le SPD a adopté une position claire et a même encouragé la modification de la loi fondamentale pour permettre l'intervention de Casques bleus allemands dans le cadre d'actions humanitaires, comme c'est le cas en Somalie. Le gouvernement souhaiterait que ces soldats allemands interviennent sans restriction aucune, si ce n'est un vote majoritaire au Parlement. Nous ne sommes pas d'accord avec cette analyse. Pour nous, l'Allemagne doit rester un pouvoir civil.

Propos recueillis par Gérard Lindeperg et Jacques-Pierre Gougeon

▼ *Wolfgang Thierse.*



UN NOUVEAU PAYS : L'ERYTHREE

l'indépendance... et après ?

Après une guerre de trente ans contre l'Ethiopie, l'Erythrée est indépendante depuis le 24 mai. Gérard Fuchs, présent pour les fêtes, à Asmara, témoigne.

Quel est le processus qui a conduit à l'indépendance ?

Gérard Fuchs. Après avoir été colonie italienne, puis sous mandat britannique après la guerre, la gestion de l'Erythrée avait été confiée à l'Ethiopie, qui l'a absorbée à la fin des années 50. Les premiers mouvements de libération datent de 1962. Il aura fallu trente ans d'une guerre meurtrière, qui s'est déroulée dans l'indifférence quasi générale, pour que l'Erythrée concrétise enfin son aspiration très forte à l'indépendance.

Ce qui frappait, lors des fêtes auxquelles j'ai été invité, c'est la manifestation, à travers la mobilisation et la liesse populaires, d'une véritable identité érythréenne, liée à son histoire, qui est différente de celle de l'Ethiopie.

Mais la charte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ayant fixé comme principe l'intangibilité des frontières en Afrique, le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) a toujours été isolé, la plupart des pays africains ne souhaitant pas mettre en cause cette charte.

Ce qui explique la faible représentation des chefs d'Etat africains aux fêtes de l'indépendance et la gêne du secrétaire général de l'OUA. A noter, cependant, un symbole fort, la présence du président de l'Ethiopie. Hors Afrique, le seul parti à avoir été invité est le PS français, car la proposition n° 5 des 110 propositions du candidat François Mitterrand, en 1981, prévoyait le soutien au droit à l'autodétermination de l'Erythrée. Alors même que, par la suite, les liens gouvernementaux avec l'Ethiopie sont demeurés.

Quelle est la situation économique et sociale de l'Erythrée ?

L'Erythrée dispose d'atouts positifs : une unité nationale très forte, une autosuffisance alimentaire potentielle, et des cadres formés par trente ans de guérilla. En outre, les émigrés formés en Europe, en Italie et en Grande-Bretagne, notamment (ingénieurs, médecins...), rentrent actuellement.

Mais la situation présente aussi des points faibles : la reconversion de 90.000 anciens militaires constitue une difficulté majeure pour ce pays détruit par la guerre, où tout est à reconstruire, des routes aux aéroports, des hôpitaux jusqu'à des villages entiers.

Seule la capitale, Asmara, évacuée en dernier, a échappé au rouleau compresseur de l'armée éthiopienne, très bien équipée en matériel soviétique.

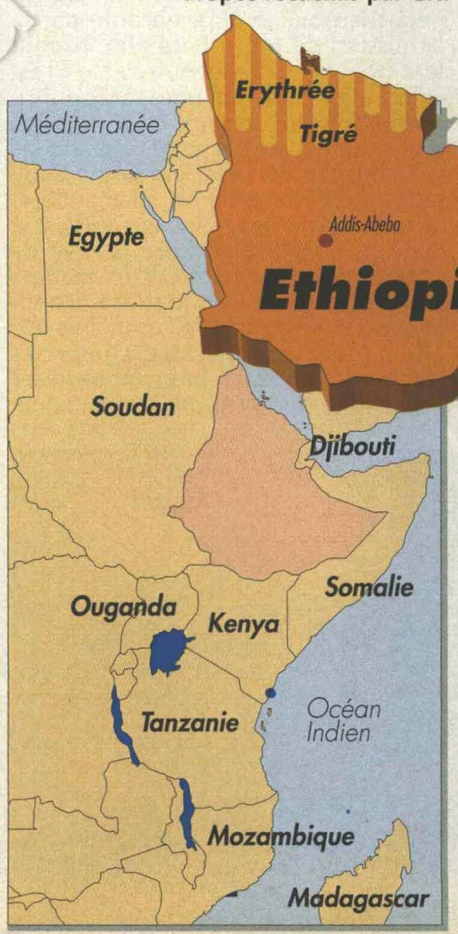
La question de l'aide internationale est donc posée, avec les réticences américaines liées notamment à la volonté du FPLE de conserver un secteur public important.

Autre difficulté : le facteur ethnique. Les trois millions et demi d'habitants, pour moitié chrétiens, pour moitié musulmans, se répartissent en huit ethnies principales, qui ne sont pas à l'abri de tensions entre elles.

La transition vers la démocratie est-elle en marche ?

Le chef de l'Etat provisoire, Issaias Afwerke, se présente comme un démocrate désireux d'instituer un vrai multipartisme. Dans son discours d'indépendance, il a promis la mise en place d'une constitution le permettant et l'instauration d'un régime démocratique dans quatre ans. Le prochain congrès du FPLE devrait étudier comment susciter plusieurs partis. Le danger serait qu'ils se constituent sur une base ethnique. Les Erythréens ont montré qu'ils savent gérer le temps. Faisons-leur confiance. La question urgente est celle du financement de la reconstruction, même si l'Erythrée dispose d'un tissu industriel issu de la colonisation italienne et qu'elle démarre avec une dette égale à zéro.

Propos recueillis par G.T.



© "Vendredi"

BREF... EN BREF... EN

■ Deux femmes ont été placées, le 13 juin, à la tête du gouvernement de leur pays : Kim Campbell, 46 ans, au Canada, et Tensu Ciller, en Turquie. Ces nominations portent à dix le nombre de femmes chef d'Etat ou de gouvernement dans le monde.

■ Avec la fin du partage du monde mis en place par Yalta, l'ONU est de plus en plus souvent appelée à intervenir dans les conflits, avec des mandats du Conseil de sécurité différents selon les situations. Mais les critiques pleuvent sur l'action de l'organisation internationale : impuissance, incapacité à rétablir la paix en Bosnie comme au Cambodge. En Somalie, c'est sur son intervention militaire qu'on s'interroge, notamment après que les Casques bleus pakistanais eurent ouvert le feu, dimanche 13 juin, sur des civils, faisant quatre morts (une semaine plus tôt, vingt-trois Casques bleus pakistanais avaient été tués dans une embuscade tendue par les troupes du général Aïdid). La situation de l'ONU est bien particulière dans ce pays. Comme l'expliquait Gérard Prunier (cf "Vendredi" n° 171), la situation ne pouvait que mal évoluer. "Le général Aïdid ne reconnaissait pas l'ONU comme un interlocuteur neutre en raison de la personnalité de Boutros Boutros-Ghali, qui a soutenu le dictateur Syad Barré au nom du gouvernement égyptien, dont il était alors le ministre des Affaires étrangères." Gérard Prunier précisait aussi que l'ONU avait besoin d'une révision générale. Cela s'impose désormais chaque jour davantage.

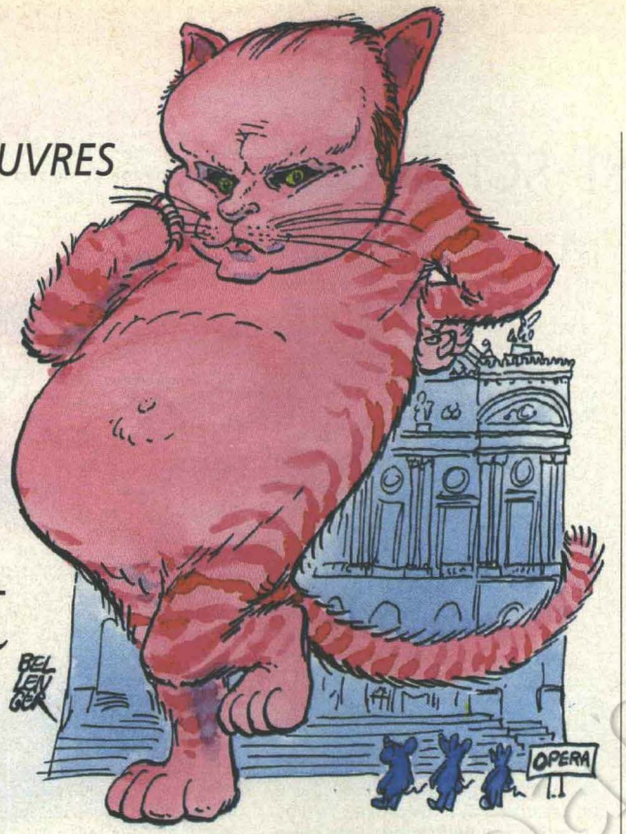
■ Une page vient d'être tournée avec le voyage en Israël du chancelier socialiste autrichien Franz Vranitzky. Les années 70 avaient marqué une tension entre les deux pays, Vienne ayant été la première capitale occidentale à recevoir officiellement Yasser Arafat et l'Autriche n'ayant reconnu qu'en 1991 la responsabilité des Autrichiens dans les crimes nazis.

■ Les négociations israélo-arabes ont repris, mardi 15 juin, à Washington. Les discussions israélo-syriennes portent sur la question du retrait du Golan et la nature de la paix. Palestiniens et Israéliens négocient une déclaration de principe sur les modalités d'un accord intérimaire de cinq ans pour un régime d'autonomie dans les territoires occupés. Un optimismie prudent est de rigueur dans toutes les délégations.

■ Plusieurs prix Nobel de la Paix (dont le Dalaï-Lama et Rigoberta Menchou) ont débattu de l'universalité des droits de l'homme, en marge de la Conférence mondiale de l'ONU, réunie à Vienne.

LA DROITE DANS SES ŒUVRES

tout doux, tout beau, Toubon coupe tout



Si Jacques Toubon était un animal, il serait un chat. Apparemment ensommeillé, mais un chat à l'affût. Raminagrobis veille rue de Valois.

Un chat silencieux : y a-t-il un ministre de Balladur plus discret ? On le voit peu, il ne dit rien. Il est vrai que son passage à la télévision l'a dissuadé de récidiver : chez Bernard Pivot, où se font et se défont les réputations intellectuelles, Toubon n'avait-il pas hautement relevé, un peu offusqué, mais tellement accablé, une scandaleuse faute d'orthographe dans un titre de "Libération" ? "Au ministère, je suis le seul à l'avoir relevée", plastronnait-il... Et pour cause, il n'existait pas la moindre trace de faute. Le lendemain, "Libération" épinglait le cultivé ministre de la Culture dont chacun fit des gorges chaudes !

Réduit au silence, le chat cuistre n'en conserve pas moins un coup de patte rapide. Et là, les choses deviennent sérieuses : il s'agit de l'action gouvernementale. Pour Toubon et pour la droite, la question est simple : que faire après les dix années -les années Lang- de politique culturelle, unanimement reconnues comme positives ? La réponse consterne : je m'attaque aux personnes et je coupe les budgets, décide Toubon.

Il n'y aura pas, jamais, de chasse aux sorcières proclame le chat ministre. Moyennant quoi, en catimini, bon nombre de responsables sont débarqués. A commencer par Evelyne Pisier, directrice du Livre. Le monde de l'édition, sans une fausse voix, saluait sa compétence : le chartreux de la rue de Valois ne vit en elle qu'une femme de gauche et la remplaça par un obscur ami d'ami. D'autres ont subi le même sort. D'autres suivront. A la Comédie-Française, Jacques Lassalle peut préparer ses bagages. A l'Opéra-Bastille, Pierre Bergé, cible n° 1, soutient le rude siège auquel il s'était préparé. A la Bibliothèque de France, la valse va bientôt ouvrir le bal. Le compte des absents sera lourd à la rentrée.

Quant aux budgets, le Parti socialiste n'a pas eu à attendre longtemps avant de devoir affirmer : "La droite, de retour au pouvoir, s'illustre à nouveau par une de ses spécialités, l'amputation des crédits de la culture." Quel scandale, en effet : l'objectif initié par Jean Vilar, repris depuis vingt ans par les socialistes, du 1% du budget de l'Etat pour la culture était enfin atteint pour 1993. Il ne l'aura été (avec 13,8 milliards de F), que sur le papier. Les 676 millions de F que Jack Lang avait momentanément gelés ont été supprimés par Jacques Toubon.

Ainsi, les travaux de la Bibliothèque de France sont ralentis et l'ouverture prendra un an de retard. Ainsi le patrimoine -cheval de bataille culturel de la droite- perd 6% de ses autorisations de programme. Le théâtre voit ses crédits amputés de 5%. Les autres secteurs à l'avenant. Et on prévoit, fin juin, des "décisions" sur les grands travaux (centre de conférences international de Paris, jardin des Tuileries, Grand Halle de La Villette, etc.).

Toubon décapite et retranche, Toubon coupe. Mais avez-vous entendu la moindre définition d'une politique de la culture ?

J.G.

FETES DE LA MUSIQUE

La 12e Fête de la musique s'installera surtout sur les lieux de travail ou de transport en commun.

• *Pour la première fois, la musique sera sur les autoroutes : des concerts seront organisés sur les aires de repos de l'A10, entre Paris et Poitiers, et sur celles de l'A71, entre Orléans et Bourges.*

• *La SNCF transformera la plupart de ses grandes gares en kiosques de toutes les musiques. A Paris, la RATP mettra en circulation des autobus musicaux.*

• *Bon nombre d'entreprises et de comités d'entreprise organisent des concerts : jazz dans les agences d'Air France, Jeunesses musicales au Crédit Lyonnais, musique vocale aux PTT.*

• *Des animations musicales auront lieu dans les écoles, sur les parvis des églises, les places et dans les salles de spectacles.*

• *Et on relèvera également :*

- à LILLE, à l'auditorium du Nouveau Siècle, une formation de vingt-six musiciens et un groupe de rock joueront "Sillage", une composition de François Lockwood ;

- à CAEN, dans le cadre de l'achèvement de la restauration de l'église de la Trinité de l'Abbaye aux Dames, l'ensemble instrumental de Basse-Normandie interprétera les "Quatre saisons", de Vivaldi ;

- à CARCASSONNE, Nagui présentera pour France 2 un "Taratata" exceptionnel avec Johnny Clegg, Claude Nougaro, Kassav et bien d'autres ;

La Fête du 21 juin marque traditionnellement le lancement de l'été musical. Avec quelques points forts d'ici à la fin du mois :

- à l'OPÉRA-COMIQUE, le spectacle lyrique le plus fort de la saison, ***"Médée",*** *de M.-A. Charpentier, dir. W. Christie (→ 30/6, ☎ 42.86.88.83) ;*

- à VERSAILLES, les journées Campra (→ 30/6, ☎ 39.02.30.00).

- un concert à ne pas rater, P. Boulez dirigeant le ***"Sacre du Printemps",*** *de Stravinsky, et D. Barenboim dans le 1er concerto de Bartok (Châtelet, le 28, ☎ 40.28.28.40) ;*

- à NANTES, suite du "Ring", avec ***"La Walkyrie"*** *(théâtre Graslin, du 22 au 26, ☎ 40.69.77.18) ;*

- à LA GRANGE-DE-MESLAY (37), le rendez-vous annuel (Richter les 21, 24 et 26, → 27, ☎ 47.21.65.00) ;

- à SAINT-FLORENTLE-VIEIL (49), autour de J.-P. Collard, ☎ 41.72.62.32 ;

- ***"Aix en musique",*** *enfin, avant le grand festival annuel, avec vingt-quatre concerts privilégiant les jeunes interprètes (→ 9/7, ☎ 42.21.69.69).*

■ A TORT ET A RAISON ■

La science est recherche de la vérité, elle est raison. Objective, neutre, elle est incontestable. La science est l'apanage de l'homme au service de l'homme. Erreur ! Que de mal n'a-t-elle fait au nom du bien ! Médecine, biologie, sciences humaines ont détruit, au fil des siècles, autant de vies qu'elles en ont sauvé. Au nom de la science, la femme fut déclarée inférieure à l'homme, certaines races inférieures à d'autres, certaines langues subalternes, certaines classes sociales aussi. La norme, l'idéal biologique, l'idéal social, le fantasme de l'individu parfait ont poussé bien des scientifiques à prôner l'exclusion de pans entiers de l'humanité. ***"Des sciences contre l'homme"*** *(1) est un remarquable ouvrage collectif qui stigmatise bon nombre de ces dérives.*

Alors ? Science, attention, danger ? Certainement pas. Faisons confiance à ceux -de loin les plus nombreux- qui n'ont d'autre but que de faire progresser les connaissances au seul service de la vie. Apprenons à connaître l'autre pour mieux nous connaître, à l'apprécier pour mieux nous respecter. Darwin, le premier, a fait tomber l'homme de son piédestal divin et, en lui rendant sa dimension animale, l'a poussé sur la voie de la modestie. ERNST MAYR, biologiste, professeur à Harvard, raconte, dans ***"Darwin et la pensée moderne de l'évolution",*** *(2) l'épopée passionnée de cet amoureux de la nature, l'évolution suivie par l'esprit du père de l'évolutionnisme, aujourd'hui seule théorie biologique admise, puisque seule vérifiée. La naissance de la conception moderne de l'humanité.*

Comme, désormais, de l'homme à l'animal il n'y a qu'un pas de fourmi, suivons l'éthologue PIERRE JAISSON dans son étude sur les sociétés d'insectes. ***"La Fourmi et le socio-biologiste"*** *(3) décortique les rapports complexes qui régissent ces villes tentaculaires que sont les fourmilières. Une structure sociale proche de la perfection, si tant est que le but recherché soit la paix procurée par le collectivisme à outrance, la solidarité, une parfaite répartition des tâches et un dévouement à toute épreuve. Une cité, en tout cas, dont la "civilisation" supporte largement la comparaison avec bien de nos mégapoles. Mais si, de l'homme à l'insecte, le pas est trop difficile à franchir, que l'on se contente de découvrir, avec le primatologue HANS KUMMER, les mœurs des babouins hamadryas. Son livre,* ***"Vies de singes"*** *(4) est une aventure, un concentré d'amour, un hymne à la nature, une leçon d'émerveillement.*

Car la science à l'état pur est avant tout la capacité d'émerveillement.

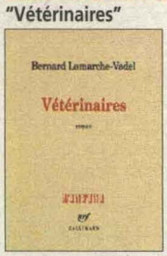
V.G.

(1) "AUTREMENT", Vol. 1 ***"Classer, hiérarchiser, exclure"***, 188 p., 120 F ; Vol. 2 ***"Au nom du bien"***, 152 p., 98 F.
(2) ODILE JACOB, 248 p., 150 F.
(3) " " , 316 p., 160 F.
(4) " " , 428 p., 180 F.

post-scriptum

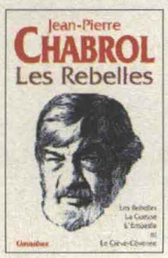


BERNARD LAMARCHE-VIDAL
"Vétérinaires"



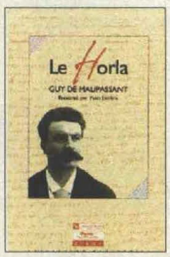
Le roman le plus étonnant de la saison paraît alors que celle-ci s'achève. De surcroît, il s'agit d'un premier roman (l'auteur a déjà publié souvent des ouvrages de critique d'art) d'une force d'écriture rare.
Deux lectures en sont possibles. Celle de l'histoire, esquissée à grande traits répétitifs, de deux frères vétérinaires, et surtout de leur ambition : une fringale du paraître et du pouvoir, à tous les instants de leur vie. Et celle de la parabole : la toute puissance exercée sur les autres en parfaite impunité, le pouvoir absolu de ceux qui ont droit de vie et de mort sur les autres. Le droit... quel droit ?
Gallimard, 158 p., 75 F.

JEAN-PIERRE CHABROL
"Les Rebelles", "Le Crève-Cévenne"



L'énoncé de son nom et l'évocation de son visage embroussaillé, carré et souriant, réveillent aussitôt les saveurs fortes de la veine populaire dans ce qu'elle possède de plus vrai et de plus irréductible. Eternel esprit rebelle des descendants des camisards et des maquisards.
Voici que l'on réédite la trilogie des "Rebelles", suivie du "Crève-Cévenne", qui en est l'épilogue. Chabrol, dans sa préface, se demande ce qu'il en reste aujourd'hui : les Cévennes ont changé davantage en quarante ans qu'en trois siècles... Le lecteur, lui, retrouve, intact, Clerguemort, village aux aplatanes, le long du Gardon.
Presses de la Cité/Omnibus, 1.078 p., 135 F.

GUY DE MAUPASSANT
"Le Horla"



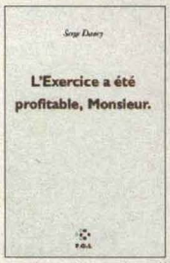
On célèbre le centième anniversaire du maître français de la nouvelle : Maupassant en écrivit plus de deux cent cinquante et, en conteur-né, trouvait, dans ce genre littéraire, la forme la plus adaptée à son souci de réalisme.
La collection "Manuscrits" présente en regard, page à page, le fac-similé du manuscrit de travail de l'écrivain et sa transcription imprimée. Elle met ainsi en valeur le travail d'écriture : ratures, corrections, modifications, retours en arrière. "Le Horla", étude d'une démence naissante (1887) est, sous cet éclairage, particulièrement révélateur. Belle réalisation, grand format.
CNRS/Bibl. nationale/ Zulma, 116 p., 159 F.

"Le Mangeur"



Produits alimentaires, commerce, repas, diététique, goûts : autant de domaines où la confusion règne aujourd'hui, dans les têtes comme dans les cuisines. Où est le bon ? Où est le sain ? Le consommateur d'aujourd'hui identifie-t-il et comprend-t-il ce qu'il mange ?
Un collectif d'auteurs (diététiciens, psychologues, sociologues, historiens) décrit les nouvelles relations que nous entretenons avec notre alimentation : discours, modèles, rythmes de vie, consommation de masse, diversification et unification des goûts.
"Autrement", n° 138, 178 p., 110 F.

SERGE DANEY
"L'Exercice a été profitable, Monsieur"



Depuis un an que le sida l'a emporté, Serge Daney nous manque. A présent, quel vide, quelle absence de réflexion, d'intérêt pour le cinéma ! Le silence assourdissant créé par sa propre mort ferait-il écho, par anticipation, à celle du septième art, dont il voyait partout les signes annonciateurs ?
Personne ne portait sur le cinéma un regard plus attentif et plus exigeant que le sien. Davantage que d'un (vrai) cinéphile, c'était celui d'un moraliste du cinéma, d'un gardien de l'éthique. Cinéma et création. Cinéma et télévision. Cinéma et civilisation de l'image. Cinéma et place de l'art en cette fin de millénaire. Un recueil de fragments inédits d'une grande richesse.
POL, 384 P., 150 F.



LULLY
"Armide"



"Armide", dernier opéra né de la collaboration de Quinault pour le livret et de Lully, est tenu pour être le chef-d'œuvre de la tragédie en musique. C'est d'ailleurs l'œuvre ultime du surintendant de la musique de Louis XIV. En voici l'enregistrement, tel qu'il avait été présenté, l'hiver dernier, à Anvers et à Paris.
Toute la difficulté de l'interprétation tient au caractère de l'œuvre : conjuguer couleur et émotion avec l'expression intense de la tragédie, lyrisme et théâtralité. Une esthétique bien rendue par Philippe Herreweghe à la tête de la Chapelle royale.
Harmonia Mundi, 2 CD, 901456, 2 h 36, 250 F.

CARL NIELSEN
Symphonies



Sortir des sentiers battus : les chemins les plus fréquentés ne sont pas, Grieg et Sibelius mis à part, ceux de la musique scandinave. Mais, peu à peu, le public se familiarise avec Carl Nielsen, compositeur danois très expressif, d'une écriture organisée, particulièrement à l'aise dans les compositions symphoniques, dynamiques et équilibrées (1865-1931).
Deux de ces symphonies, les n° 2 et 4, sont ici reprises dans l'édition Leonard Bernstein de tous les enregistrements dirigés par le chef d'orchestre américain. "La musique est vie", disait Nielsen. S'opposent et se conjugent thèmes, rythmes et couleurs dans une musique post-romantique originale.
Sony-Classical, 47597, 74' 57", 125 F. env.

DANIEL GOYONE
"Lueurs bleues"



Qui est Daniel Goyone ? Ecoutez sa musique et vous le devinerez. Ce pianiste que l'on dit timide, discret, rangé, commet des compositions qu'il enregistre de temps à autre lorsqu'il ne les confie pas à Nougaro, l'ONJ, Hancock ou Coréa.
Loin du bruit et des tumultes, sa musique ronronne comme un gros chat près d'une cheminée, à peine troublée par les circonvolutions d'un piaf virelotant sur l'air d'un violon ("Cendrillon"). L'expressionnisme que dégage chaque instrument, le hautbois de Daniel Beaussier, l'accordéon de Galliano, le violon de J.-M. Phillips, sur la trame de ses compositions, est d'une émouvante pureté. Beau comme du Satie.
Label Bleu/Harmonia Mundi 6550, 44' 34", 130 F.

AEROSMITH
"Get a grip"



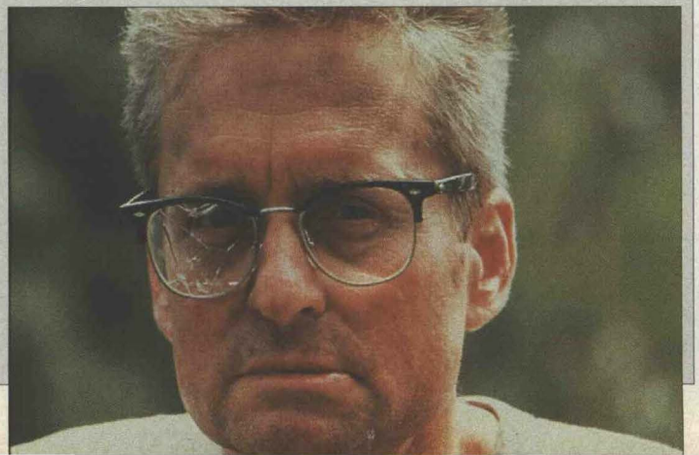
A mi-chemin entre les Stones et Led Zeppelin, ce n'est pas un hasard si Aerosmith fut le groupe phare du hard rock US durant les eighties... Le facétieux Steven Tyler au chant et le guitaricide Joe Perry constituent toujours le duo affûté et efficace que l'on apprécie dans ce monde fatigué où Kravitz (qui apparaît sur un titre) et consorts repassent dans le micro-ondes de leur léthargie musicale les bonnes vieilles recettes à papa.
Bref, que trait-on de ce pis généreux ? Du rock autenthique 100% crémeux, énergétique avec des vrais morceaux de corde vocale dedans. Miam !
Geffen/BMG 24444, 65' 38", env. 130 F.

CINEMA

"Chute libre"

Il arrive que le journal télévisé nous apprenne qu'un individu a tué ses proches, tiré sur la foule ou pris des enfants en otage. Chaque fois qu'on interroge les voisins, c'est la même réponse : "On ne comprend pas, il avait l'air si tranquille." "Chute libre" est le récit du dérapage dans la violence et la folie d'un homme ordinaire, un cadre moyen américain. Pris dans un embouteillage, alors qu'il se rendait à l'anniversaire de sa fille, il bascule, abandonne sa voiture, et, durant sa traversée de Los Angeles, va commettre l'irréparable.
Tout l'y conduisait. Education rigide et conservatrice, frustrations affectives, confrontation à une dure société qui le rejette. La crise économique et le chômage ont fait le reste et D-Fens (Michael Douglas) a craqué. Coïncidence, ou signe des temps, tout comme Schmitt, le preneur d'otages de Neuilly, il a perdu son travail et sa femme l'a quitté. Mais lui, une fois qu'il a disjoncté, ne s'arrête pas aux menaces. Il pulvérise à coups de fusil quiconque se dresse devant lui, surtout s'il est jaune ou noir. Michael Douglas, cheveux en brosse, chemise blanche et attaché-case, lunettes brisées, lèvres pincées, est parfait en antihéros de l'Amérique d'aujourd'hui, et bien entouré par Barbara Hershey, l'épouse qu'il terrorise, et par Robert Duvall, l'inspecteur bon et généreux.
On a reproché au film son ambiguïté. Certains l'ont même perçu comme un film raciste, alors qu'en fait Joel Schumacher tente seulement de mettre en évidence le racisme latent chez beaucoup de gens. Nous tendant un miroir où se reflète la part la plus trouble de nous-même, il prévient : en chacun de nous, il peut y avoir un D-Fens qui sommeille !

C.P.



▼ *Michael Douglas.*

PAGE CULTURE ETABLIE PAR
Jacques Garat (livres - classique) avec
Vanda Gervasio (sciences)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

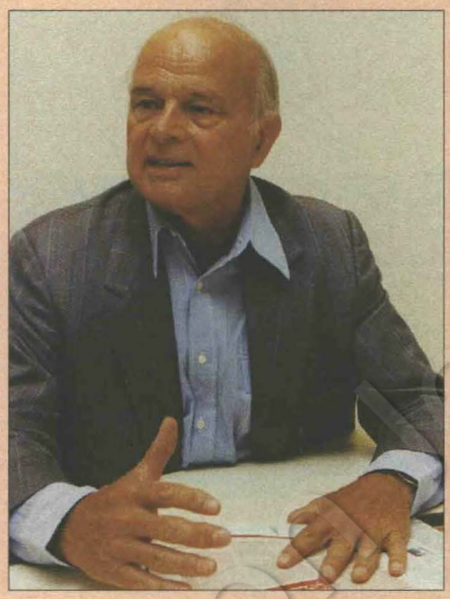
JACQUES ROBIN

La diminution inéluctable du travail suppose une autre répartition des richesses. Et un changement de société où de larges secteurs d'activité se développent hors de la logique de l'économie de marché. Second volet de l'analyse de Jacques Robin (1).

Face à l'explosion du chômage, l'idée de partage du travail fait son chemin. Est-ce la solution ?
Il faut bien distinguer partage de la durée du temps de travail et partage du travail. Quand une entreprise en difficulté conjoncturelle, comme la Société bordelaise de crédit, demande aux gens : "Acceptez-vous de diminuer votre temps de travail et vos revenus ?", il ne s'agit pas de partage du travail mais de partage du chômage.
Le partage ne peut se faire que dans une économie à plusieurs dimensions dans laquelle, à côté de l'emploi productif, qui diminue de façon accélérée, s'inscrivent d'autres activités. Le marché, c'est mieux que le troc ou l'économie administrée des pays de l'Est. Mais la façon dont il fonctionne aujourd'hui devient aussi dramatique que le mur de Berlin. Il faut introduire l'idée d'économie "avec" marché : un système où le marché se conjugue avec un secteur d'utilité sociale, distributif... Des transferts de flux financiers seront nécessaires entre les deux secteurs. Il ne s'agit pas de revenir en arrière, de remettre des poinçonneurs dans le métro. Des milliers d'activités salariées sont possibles, ayant du sens pour l'individu et la société. En transférant 600 milliards de F vers des emplois d'utilité sociale, on peut diminuer en un à deux ans le nombre de chômeurs d'un million et demi. Toute une série de travaux de développement durable peuvent être ainsi financés dans des emplois rémunérés. En 1992, le chômage a coûté 380 milliards. 600 milliards pourraient tout changer. On pourrait imaginer un "revenu d'existence" versé dès à présent aux agriculteurs, aux jeunes ou à des professions particulières comme les artistes. A la place, tout ce que le système a trouvé, c'est de mettre 15% des champs en jachère ! C'est insensé : au moment où on est capable de produire beaucoup, on ne sait pas distribuer ! On préfère ne pas produire !

Dans le secteur productif, comment concevez-vous la réduction du temps du travail ?
La perspective, c'est la réduction systématique mais souple de la durée du travail : trente-cinq heures, par exemple, d'ici à 1995. Syndicats et entreprises devraient en négocier, par branche, les modalités. Sans perte de salaire. Comment ? L'entreprise paye les trente-cinq heures, de façon à ne pas être pénalisée. Ensuite, un deuxième chèque, de transfert social, compense la perte de salaire. Ce n'est pas le partage du travail mais la réduction de la durée du travail qui permet d'embaucher.

D'où vient l'argent de ce deuxième chèque ?
Rien ne peut être fait sans que soit menée parallèlement une profonde transformation de la fiscalité. Il y a 1.500 milliards de SICAV monétaires, de la finance qui produit d'autre finance : ces masses énormes d'argent sont utilisables.



-2-

De l'économie "de" marché à l'économie "avec" marché

Le marché, c'est mieux que le troc ou l'économie administrée des pays de l'Est. Mais la façon dont il fonctionne devient aussi dramatique que le mur de Berlin.

Revenons sur le marché. Qu'est-ce qui ressort de la sphère marchande et qu'est-ce qui devrait lui échapper ?
Le marché est le domaine de la concurrence : l'entreprise doit optimiser au maximum ses coûts de production. Mais il faut limiter la sphère dans laquelle s'applique cette logique. Dans la deuxième sphère, celle de l'utilité sociale -associations, mutuelles, coopératives, tout ce qui a trait à l'éducation, la santé, l'environnement, la culture- d'autres logiques sont en œuvre, où l'élément concurrentiel n'est pas dominant. Pour la SNCF, par exemple, la rentabilité ne doit pas être le critère essentiel. D'autres paramètres interviennent : sécurité, qualité de la vie...
Il existe une troisième sphère, la conservation des ressources naturelles et leur reproduction. Aujourd'hui, l'économie de marché essaye d'intégrer les coûts du développement durable dans le prix des marchandises, les pots catalytiques des voitures, par exemple. Ce n'est pas suffisant. La protection de la planète nécessite des dépenses hors secteur marchand. Ce qui suppose un transfert des coûts. L'Etat doit réglementer. Mais un Etat transformé par l'introduction de nouveaux mécanismes démocratiques. Les nouvelles technologies pourraient permettre, sur les grandes questions, de consulter les citoyens en temps réel, dans les mairies, les postes, les gares avec des minitels et des ordinateurs. Cela ne peut évidemment se concevoir qu'à la condition qu'ils soient formés et informés. Si cela ne se fait pas, on va à la catastrophe. Historiquement, les grands changements se sont toujours produits sous la menace des catastrophes. Quand les gens verront qu'il y a cinq millions de chômeurs, que les cadres seront massivement touchés, ils prendront conscience de la mutation en cours.

Partage, redistribution des revenus, la France peut-elle se lancer seule dans de telles transformations ?
Non, elles sont impensables de façon isolée. Saisissons la chance fabuleuse de la construction européenne. Le Conseil économique et social de Bruxelles vient de voter le principe du revenu d'existence pour tous. Quand Balladur parle d'exemple français de société, c'est le début d'un drame : c'est d'exemple européen qu'il faut parler.
Rien n'est possible sans mise en cause du GATT et du système d'échanges international. Il ne s'agit pas de faire de l'Europe une forteresse protectionniste de nantis se protégeant de tout, mais on ne peut pas tolérer que des entreprises françaises délocalisent sans règle à l'étranger. On pourrait utiliser les normes du Bureau international du travail et ne plus, par exemple, accepter de produits venant de pays où les gens travaillent quatorze heures par jour. Il faut un système contractuel entre pays riches et les pays pauvres.

Propos recueillis par B.C. et P.J.

(1) Directeur de "Transversales science/culture", Jacques Robin est également l'auteur de "Changer d'ère", Seuil.

L'harmonie sur toute la gamme



Pour étancher votre soif, vous réchauffer, lutter contre les pollutions quotidiennes, pour vous permettre de vous déplacer, de vous abriter, de vous soigner et de regarder la télévision : nous exerçons différents métiers. Nous maîtrisons de nombreux instruments.
Eau, Energie, Propreté, Transport, Logement, Bureau, Santé, Communication : pour orchestrer la musique de votre vie quotidienne, nous travaillons en harmonie.

GROUPE GENERALE DES EAUX



Collection Jean-Jaurès